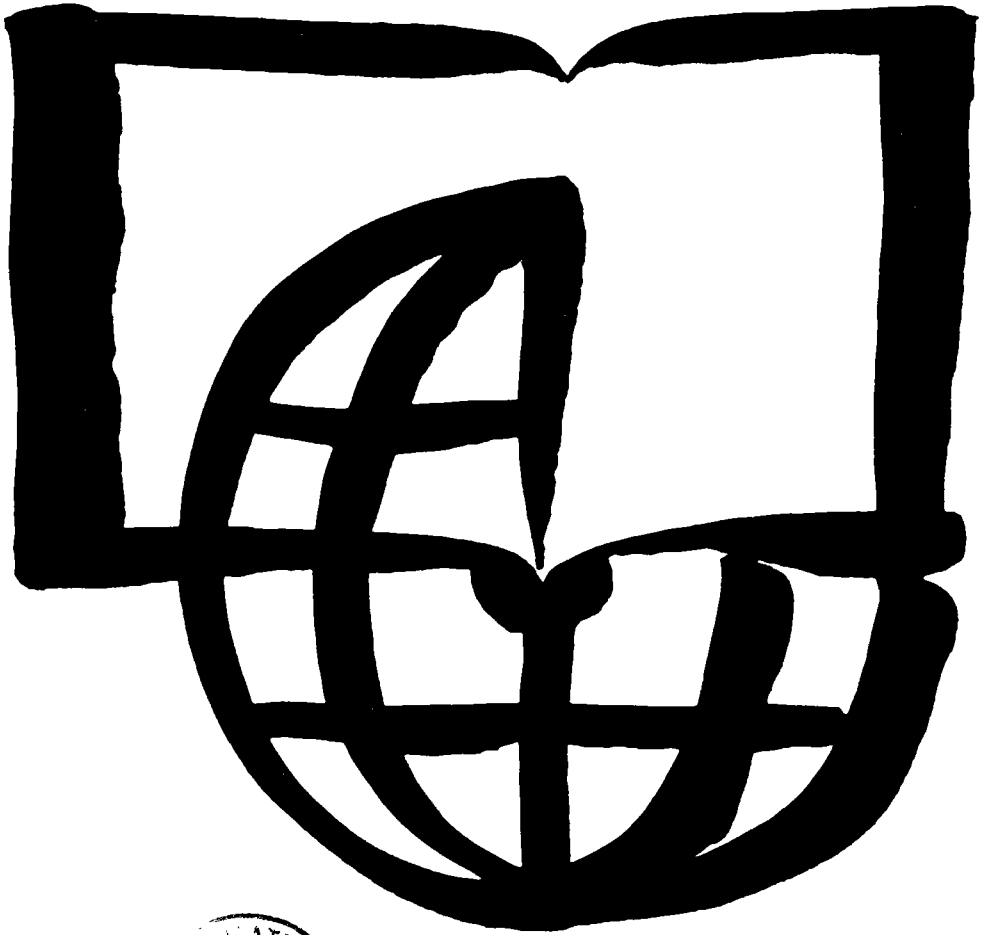


alphabétisation

1965-1967



unesco

Alphabétisation 1965 - 1967

alphabétisation

1965-1967

unesco

Publié en 1968
par l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture,
place de Fontenoy, Paris-7^e.
Imprimé par l'Union Typographique,
Villeneuve-Saint-Georges (V.-de-M.)

© Unesco 1968 ED.67/D.36/F



publié
à l'occasion
de la Journée internationale de l'alphabétisation
8 septembre
1967

- 9 Déclaration de M. René Maheu,
directeur général de l'Organisation des
Nations Unies pour l'éducation, la
science et la culture
- 15 Appel adressé aux États membres
par le Comité consultatif international de
liaison pour l'alphabétisation
-

Messages reçus
par l'Unesco à l'occasion
de la Journée internationale
de l'alphabétisation,
8 septembre 1967

- États membres :*
- 21 États-Unis d'Amérique
22 Éthiopie
23 Finlande
24 Honduras
26 Inde
28 Iran
29 Italie
30 Koweït
32 Libéria
34 Mexique
35 Soudan
36 Tanzanie
37 Tunisie

- Membre associé :*
- 38 Ile Maurice

- État non membre :*
- 39 Saint-Siège

- Organisations du système des Nations
Unies :*
- 40 Le secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies
41 Le directeur général de l'Organisation
internationale du travail

- Organisation internationale
non gouvernementale*
- 42 Le secrétaire général de la Fédération
syndicale mondiale

Table des matières

Progrès réalisés dans le monde en matière d'alphabétisation depuis le Congrès de Téhéran en 1965	45	<i>Préface</i>
	47	<i>Introduction</i>
		Deux années : une courte étape d'une longue histoire
		L'héritage de Téhéran
<i>Les efforts nationaux</i>	51	L'orientation nouvelle
	53	Réformes institutionnelles
		Programmation
		Législation
		Administration
	55	Les progrès quantitatifs
	57	Les modes d'action
		Modernisation des approches
		Vers l'alphabétisation fonctionnelle
		L'apprentissage de la lecture
		Le matériel de lecture
		La modernisation des méthodes
		Personnel enseignant
		Recherches
<i>La coopération internationale</i>	65	Élaboration de conceptions nouvelles
	66	Le programme mondial
	68	Clarifications progressives
	69	Premiers projets expérimentaux
	71	L'originalité des projets pilotes
	73	La coopération régionale et bilatérale
	75	Essor de la solidarité internationale
	77	Contribution de la coopération internationale
	79	<i>Prix Mohammad Reza Pahlavi 1967</i>

Déclaration

de M. RENÉ MAHEU
directeur général
de l'Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture

Il y a deux ans, jour pour jour, s'ouvrait à Téhéran, grâce à la généreuse hospitalité de S.M.I. le Shahinshah d'Iran, le Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme organisé par l'Unesco. Les représentants des 88 pays qui participèrent au congrès furent unanimes à dénoncer les tares d'un monde où l'on compte un milliard d'analphabètes et de semi-analphabètes et à proclamer que la lutte contre un fléau de cette envergure devait être menée solidairement par l'humanité tout entière.

Que tant d'hommes et de femmes demeurent illettrés en ce xx^e siècle est un scandale qui ne saurait apparaître nulle part de manière plus éclatante qu'au sein de cette Exposition universelle de Montréal, où l'on peut voir tant d'accomplissements du génie humain. Savoir, c'est pouvoir : tout ici témoigne des prodigieux progrès réalisés grâce au développement de la science et de la technique. Or, dans l'ensemble du monde, quatre êtres humains sur dix vivent en marge de ces progrès, incapables qu'ils sont, faute d'un minimum de connaissances élémentaires pour en saisir les ressorts et en comprendre le sens, d'y participer activement et d'en bénéficier consciemment. Aussi n'est-il pas d'endroit plus approprié que celui-ci pour souligner la dramatique, l'inique, la dangereuse contradiction qui caractérise l'état présent d'organisation, ou plutôt d'inorganisation, de la collectivité humaine, où l'on voit coexister des nations qui s'enorgueillissent à bon droit de compter 30 % de leurs jeunes dans l'enseignement supérieur et d'autres dont 3 % seulement de la population adulte sait lire et écrire.

On sait qu'à la suite du Congrès de Téhéran, les États membres de l'Unesco et diverses organisations internationales se sont résolument engagés dans une action concertée en vue de préparer et de hâter le temps où il sera possible de lancer la grande entreprise qui devrait constituer le couronnement de ce siècle : l'élimination de l'analphabétisme. En cette *Journée internationale de l'alphabétisation*, le moment est venu de mesurer le chemin parcouru à cet égard au cours des deux années écoulées.

Des informations fournies par plus de 70 États membres, il ressort que les *efforts nationaux* se sont manifestés dans trois directions.

En premier lieu on observe une tendance générale à intégrer les programmes d'alphabétisation, d'abord dans les plans de développement de l'éducation, puis dans le cadre plus large de la planification économique et sociale. Ainsi, cependant que l'immense effort entrepris en faveur de la scolarisation primaire réduit progressivement la tâche à accomplir en matière d'alphabétisation des adultes, on voit se manifester, au niveau des gouvernements, la volonté de mettre un terme à l'improvisation qui n'avait que trop souvent présidé, dans le passé, aux campagnes de lutte contre l'analphabétisme. De plus en plus, l'alphabétisation des adultes, c'est-à-dire des éléments productifs de la population, devient l'affaire non seulement des éducateurs, mais aussi des autorités responsables du développement. L'analphabétisme ayant été reconnu comme facteur de sous-développement, inversement l'alphabétisation s'impose comme un facteur de développement. Tel est le sens de la notion d'alphabétisation fonctionnelle, dont l'Unesco a fait sa doctrine et la règle de son action.

On constate, en outre, que cette évolution dans la façon de concevoir l'alphabétisation s'accompagne de la mise en place, à l'échelon national ou local, de structures propres à favoriser l'action entreprise et de l'adoption de dispositions juridiques et administratives visant à définir et à systématiser les obligations collectives et individuelles que cette action requiert.

Enfin on enregistre un accroissement sensible, parfois au prix d'efforts héroïques, des crédits affectés aux programmes d'alphabétisation des adultes. Certes ces investissements sont encore souvent très modestes en valeur absolue et ils ne sont pas toujours immédiatement rentables. Mais le seul fait que des pays soient parvenus, malgré les moyens limités dont ils disposent, à doubler, tripler, voire parfois quintupler en deux ans les sommes consacrées à l'alphabétisation est hautement significatif et très encourageant.

Cependant, s'il est vrai que les efforts entrepris sur le plan national se multiplient et s'accélèrent — avec le concours, dans certains cas, de l'aide bilatérale — l'ampleur des progrès qui restent à accomplir et la complexité des problèmes à résoudre sont telles qu'aucun résultat substantiel et durable ne pourrait être obtenu sans le secours de la *coopération internationale*.

Outre que la confrontation des expériences nationales ne peut se faire que dans ce cadre, il est apparu nécessaire, pour préparer le lancement éventuel d'une campagne élargie aux dimensions du fléau à combattre, de mettre en œuvre un *Programme expérimental mondial d'alphabétisation*.

C'est ce à quoi l'Unesco s'emploie depuis deux ans, après avoir procédé, par des conférences et réunions d'experts, à une préparation intellectuelle attentive. Son rôle, à cet égard, qui est avant tout de stimulation et de coordination, consiste essentiellement à mobiliser au service de l'alphabétisation les ressources, les énergies et les forces morales qui peuvent être

disponibles dans le monde entier. Dans l'ensemble de l'action de l'Organisation, ceci constitue une tâche prioritaire.

Le lancement du Programme expérimental a suscité à travers le monde un immense élan qui montre à quel point l'alphabétisation répond à une aspiration profonde des nations défavorisées. De nombreux pays ont aussitôt entrepris d'élaborer ou de mettre en œuvre des projets pilotes d'alphabétisation fonctionnelle. Au total, 48 États ont manifesté leur intention de participer au Programme expérimental et décidé d'affecter, à cette fin, des ressources importantes. Sur leur demande, l'Unesco a envoyé, dans 22 d'entre eux, des missions préparatoires chargées d'aider les autorités nationales compétentes à établir des programmes d'alphabétisation et à en déterminer les possibilités de financement.

Pour sa part, le Programme des Nations Unies pour le développement a fourni à ce jour une contribution de plus de 7 millions de dollars à des projets expérimentaux qui ont été préparés avec l'aide des missions dont je viens de parler et qui sont actuellement mis en œuvre conjointement par les gouvernements intéressés et l'Unesco dans six pays : l'Algérie, le Mali, la Guinée, la Tanzanie, l'Iran, l'Équateur. L'aide ainsi accordée a pour objet de soutenir des entreprises qui constituent à la fois des centres de démonstration, où est mise en évidence la contribution que l'alphabétisation apporte au développement, et des laboratoires d'élaboration des méthodes les plus efficaces et les plus économiques d'alphabétisation. Il est d'une importance capitale que cette aide se poursuive et s'étende.

Si positif que soit à maints égards, et notamment aux points de vue des conceptions et des méthodes, ce bilan provisoire d'une action encore à ses débuts, et d'ailleurs partielle, il ne faut pas se dissimuler que la situation générale demeure très préoccupante.

Certes les efforts entrepris depuis 1950 en faveur de la scolarisation primaire et de l'alphabétisation des adultes ont entraîné une diminution du taux de l'analphabétisme dans le monde, qui est passé entre 1950 et 1960 de 44,3 % à 39,3 % et qui continue de décroître au cours de la présente décennie. Mais ces progrès ne sont pas suffisants. Encore maintenant le nombre des jeunes qui atteignent quinze ans sans avoir pu apprendre à lire et à écrire à l'école primaire est, chaque année, supérieur à celui des personnes de plus de quinze ans qui ont été alphabétisées. Pour inverser cette tendance, il faudrait, selon les estimations, *doubler pendant la période 1960-1970* les efforts d'alphabétisation qui ont été déployés au cours de la précédente décennie. Si ce stade était atteint, on devrait voir le nombre des adultes analphabètes enfin diminuer.

Il ne semble pas malheureusement que tel ait été le cas jusqu'en 1966. En effet, sur la base de données rassemblées dans 20 pays comptant au total environ 53 millions d'analphabètes âgés de plus de quinze ans — et qui, répartis dans les diverses parties du monde, peuvent être considérés comme

représentatifs — il apparaît que le nombre d'adultes alphabétisés n'a crû, en moyenne, au cours de la période 1965-1966, que de 11 % par an. Compte tenu du retard à rattraper et de l'expansion démographique, cette progression n'est pas assez accentuée pour que le nombre des analphabètes cesse d'augmenter dans le monde en valeur absolue.

Il faut donc intensifier considérablement les efforts.

Est-ce possible ? Sans aucun doute.

La motivation, c'est-à-dire la conscience du besoin et le désir d'agir pour améliorer la situation, la motivation populaire, sans laquelle toute entreprise des pouvoirs publics est vouée à l'échec et toute aide extérieure stérile, existe incontestablement. Dans le monde présent, il n'est pas de fait plus certain que l'immense aspiration à l'instruction qui soulève partout les peuples des pays en voie de développement. Je puis en porter témoignage.

Les ressources aussi existent : les ressources techniques et les ressources financières. Jamais l'homme n'a disposé de tant de richesses et de tant de pouvoirs, et pour alphabétiser les masses du Tiers Monde nous possédons, grâce aux nouvelles techniques et méthodes d'enseignement et de diffusion, de moyens infiniment plus efficaces que ceux qui ont permis aux pays industrialisés d'Europe, d'Amérique du Nord et du Japon d'établir la scolarité primaire pour tous à la fin du XIX^e siècle. Oui, je veux le dire en cette occasion solennelle : les conditions socio-psychologiques, techniques et financières sont dès maintenant réalisées pour qu'il soit possible d'abord de réduire, et ensuite, avant la fin du siècle, d'éliminer l'analphabétisme. Mais pour que ces possibilités deviennent réalités, il est indispensable que ceux qui détiennent l'essentiel des ressources techniques et financières de l'humanité aident vraiment les pays en voie de développement qui s'y efforcent. Dans ce cas comme dans bien d'autres, la partie défavorisée de l'humanité ne sera en mesure d'accomplir des progrès décisifs que si elle bénéficie, dans le cadre d'une coopération générale, d'une aide massive des pays développés.

Or cette aide est actuellement en nette régression, au moment même où son accroissement est le plus nécessaire. On a calculé qu'en l'espace de trois ans, de 1961 à 1964, le mouvement net des capitaux à long terme et des dons publics vers les pays en voie de développement a diminué en valeur absolue comme en valeur relative, tombant de 0,84 % à 0,65 % du produit national brut de l'ensemble des pays industrialisés. Ainsi, au lieu de s'en rapprocher, on s'éloigne de l'objectif cependant bien modeste que les Nations Unies s'étaient assigné en lançant en 1961 la Décennie du développement, qui est que les pays les plus avancés consacrent, en 1970, 1 % de leur produit national brut à l'aide au développement.

S'agissant de l'exercice d'un droit fondamental de l'homme : le droit à l'éducation, puisse l'action de l'Unesco en faveur de l'alphabétisation susciter un sursaut des consciences et des énergies ! Aider l'humanité à sortir des ténèbres de l'ignorance est une tâche exaltante entre toutes. Notre époque

se doit de mettre tout en œuvre pour éliminer l'analphabétisme. C'est un devoir de justice. C'est un impératif du progrès humain. C'est une des bases de la vraie paix, celle qui repose sur la liberté et la dignité de l'homme.

La réussite de l'entreprise dépendra assurément de la détermination des gouvernements et des responsables des organismes de coopération internationale, mais elle dépendra non moins de l'appui et du concours actif des hommes et des femmes de tous les pays, de tous les milieux sociaux, y compris les analphabètes eux-mêmes. Car l'État ne peut en définitive que ce que veulent les citoyens.

En cette Journée internationale de l'alphabétisation, en ce lieu de rencontre et de coopération universelle, au nom de la communauté mondiale dont l'Unesco est dans ce domaine à la fois l'expression et l'agent, j'adresse un appel pressant aux pays en voie de développement pour qu'ils intensifient encore leur action, et aux pays développés pour qu'ils participent de plus en plus généreusement aux programmes d'aide internationale ou bilatérale, en sorte que les efforts conjugués de tous parviennent à assurer enfin à tout esprit l'accès à la lumière.

Montréal, le 8 septembre 1967

Peter Mahen -

Appel

adressé aux États membres
par le Comité consultatif international
de liaison
pour l'alphabétisation

Le monde entier découvre chaque jour davantage l'urgence et l'importance décisive d'une des tâches essentielles de notre temps : faire en sorte que se comble le fossé qui existe entre les pays pauvres et ceux qui sont pourvus. Il est également d'une évidence dramatique qu'un milliard d'êtres adultes ne sont en mesure ni de contribuer efficacement au développement ni d'en profiter pleinement. C'est à notre génération — celle du deuxième millénaire — qu'il incombe d'accomplir cette tâche gigantesque et impérative, dont la portée historique ne manquera pas d'être mise en évidence à l'occasion de la célébration de l'Année des droits de l'homme.

Le Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme, réuni à Téhéran du 8 au 19 septembre 1965, a reconnu que le fléau de l'analphabétisme affectait l'humanité tout entière, portait atteinte à la dignité humaine, entravait le développement et faisait obstacle à la compréhension internationale. Il a souligné avec force l'importance décisive de la solidarité et de la collaboration internationales pour l'élimination de l'analphabétisme.

Si la tragique disproportion entre les moyens nécessaires et les ressources disponibles pour une telle entreprise n'a fait que se confirmer depuis le Congrès de Téhéran, plusieurs raisons d'espérer ont néanmoins surgi.

Les appels des plus hautes autorités spirituelles et morales de la communauté internationale, la volonté de nombreux gouvernements de consentir de grands efforts en faveur de l'alphabétisation, les manifestations du devoir sacré de solidarité internationale que cette tâche impose à tous les pays, les débuts encourageants du Programme mondial d'alphabétisation mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture : tout cela ouvre des perspectives nouvelles et suscite la confiance et l'espoir.

Au nom du Comité consultatif international de liaison pour l'alphabétisation auprès de l'Unesco; j'ai l'honneur d'inviter solennellement les auto-

rités gouvernementales des États membres de l'Unesco à suivre l'exemple des États qui ont déjà versé une contribution bénévole au Compte spécial de l'Unesco pour l'alphabétisation et à faire appel à l'opinion publique de leurs pays respectifs en vue de susciter et d'encourager les initiatives des organismes publics et privés de nature à accroître cette contribution.

Le comité estime que les conditions sont maintenant réunies pour que soit lancé un vaste mouvement de solidarité internationale qui puisse concourir de façon décisive à la généralisation de l'alphabétisation dans le monde et qui permette, dans le sillage des grandes conquêtes démocratiques des XIX^e et XX^e siècles, d'assurer l'accès de tous les hommes à l'éducation.

Le comité est convaincu que tous les gouvernements auront à cœur de participer au succès de cette entreprise capitale pour la dignité et le progrès de l'homme.

Paris, le 7 septembre 1967

ACHRAF PAHLAVI
présidente du Comité consultatif
international de liaison pour
l'alphabétisation ¹

1. Le comité est formé des personnalités suivantes :

S.A.I. la princesse Achraf Pahlavi,
vice-présidente du Comité national
de lutte contre l'analphabétisme,
Palais de Saadabad,
Téhéran (Iran)

M. Gabriel Beis,
chef du Service de l'enseignement
et de la formation,
Secrétariat d'État aux affaires étrangères
chargé de la coopération,
20, rue Monsieur,
Paris-7^e (France)

The Hon. John Brademas,
Member of the Congress of the
United States,
House of Representatives,
Washington, D.C. (États-Unis d'Amérique)

Mr. William Carr,
Secretary-General,
World Confederation of Organizations
of the Teaching Profession (WCOTP),
1330 Massachusetts Avenue N. W.,
Washington, D.C. 20005
(États-Unis d'Amérique)

Mr. W. F. Conton,
Chief Education Officer,
Ministry of Education,
Freetown (Sierra Leone)

Mrs. Durgabai Deshumukh,
Honorary Director,
Council for Social Development,
India International Centre,
40 Lodi Estate,
New Delhi 3 (Inde)

M. Mohammed El Fasi,
recteur de l'Université Mohammed V,
Université de Rabat,
Rabat (Maroc)

Profesor Cueto Fernandini,
Universidad de Lima,
casilla 1020,
Lima (Pérou)

Mr. H. Houghton,
Educational Adviser,
Ministry of Overseas Development,
Eland House, Stag Place,
London S. W. 1 (Royaume-Uni)

M. H. Lopes,
directeur général de l'enseignement,
Ministère de l'éducation nationale,
Brazzaville (République du Congo)

Mr. Makhmoutof,
Minister of Education,
Kazan (RSS de Tatarie)

Dr. Abel Prieto Morales,
Presidente de la Comisión de Orientación
Científico-Docente,
Ministerio de Educación,
La Habana (Cuba)

The Reverend Philip Potter,
Associate General Secretary,
World Council of Churches,
Division of World Mission and Evangelism,
150, route de Ferney,
1211 - Genève (Suisse)

Mr. Tartib Prawirodihardjo,
Senior Officer of Education
attached to the Minister of Education,
Ministry of Education,
Djakarta (Indonésie)

Profesor Abgar Renault,
directeur, Centre régional de
recherches pédagogiques,
Belo Horizonte (Brésil)

M. Louis Saillant,
secrétaire général,
Fédération syndicale mondiale,
62. boulevard du Montparnasse,
Paris-15° (France)

Mr. Khalil Salim,
Governor of the Central Bank,
Amman (Jordanie)

M. Herbert A. Tulats,
secrétaire général adjoint,
Confédération internationale
des syndicats libres,
37-41, rue Montagne-aux-Herbes-Potagères,
Bruxelles 1 (Belgique)

M. Vittorino Veronese,
président du Groupe national de travail
interministériel pour l'alphabétisation,
Presidente, Banco di Roma,
via del Corso, 307,
Roma (Italie)

S.E. Mgr. Joseph Zabkar,
observateur permanent du Saint-Siège
auprès de l'Unesco,
Nonciature apostolique de France,
10, avenue du Président-Wilson,
Paris-16° (France)

Messages

reçus par l'Unesco
à l'occasion de la Journée internationale
de l'alphabétisation, 8 septembre 1967

CHARLES FRANKEL,
secrétaire d'État adjoint
à l'éducation et aux affaires culturelles
des États-Unis d'Amérique

La célébration de la Journée internationale de l'alphabétisation nous invite tous à mieux prendre conscience des immenses possibilités qui s'ouvrent aux peuples bien préparés à résoudre les problèmes du monde moderne. Que l'analphabétisme soit un obstacle à la pleine utilisation de ces possibilités est évident; et il est donc indubitable que les efforts déployés pour éliminer l'analphabétisme méritent l'appui de tous les hommes de bonne volonté. Le programme d'expérimentation judicieuse des techniques d'alphabétisation que l'Unesco applique sous votre direction énergique apporte une contribution importante à la noble entreprise qui a pour objectif l'alphabétisation universelle, et je rends un sincère hommage à vos efforts.

Si le problème de l'analphabétisme se pose avec le maximum d'acuité dans les pays en voie de développement, il est commun dans une certaine mesure à tous les pays. Aux États-Unis d'Amérique, par exemple, où le taux d'alphabétisation est supérieur à 90 %, le Congrès a cependant voté au mois de novembre de l'année dernière une loi autorisant l'octroi d'une aide fédérale aux différents États au titre de l'éducation des adultes analphabètes et insuffisamment instruits.

Parallèlement à l'action qu'ils mènent sur leur propre territoire, les États-Unis continueront à soutenir et à faciliter dans le monde entier, grâce aux efforts de particuliers, d'organismes privés et de services gouvernementaux, l'application de programmes d'alphabétisation. Comme l'a dit le président Johnson en 1966 « si le désir d'éliminer l'analphabétisme est universel, il n'est nulle part plus ardent que dans notre pays ».

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression réitérée de notre admiration pour le dévouement avec lequel vous vous consacrez à cette noble tâche, et les assurances de notre haute considération.

S. M. I. HAÏLÉ SÉLASSIÉ I^{er},
empereur d'Éthiopie

A l'occasion de cette Journée internationale de l'alphabétisation, nous tenons à rendre tout spécialement hommage à l'Unesco pour l'immense effort qu'elle déploie en vue d'aider l'humanité à se libérer de l'un de ses plus grands maux.

Nous n'ignorons pas que bien des peuples souffrent de la faim, mais avons-nous conscience de l'importance du nombre des hommes et des femmes auxquels sont refusés les avantages inestimables dont bénéficient ceux qui, sachant lire et écrire, peuvent avoir le sentiment de participer au progrès de l'humanité ? Dans beaucoup de pays en voie de développement, les trois quarts des adultes — et même plus dans certains cas — sont encore illettrés; c'est à ces déshérités que l'Unesco rend espoir en patronnant des campagnes d'assistance et en fournissant une aide concrète à ceux qui s'emploient à résoudre ce problème dont on ne saurait surestimer la gravité.

L'alphabétisation permettra de mettre en valeur une grande partie des énergies humaines encore inemployées et de les utiliser à des fins fécondes et constructives, en augmentant la productivité du travail, et partant la prospérité des peuples et le profit qu'ils tirent des ressources que la nature leur offre.

Parmi les vastes programmes d'assistance que l'Unesco et d'autres organisations du système des Nations Unies ont mis sur pied au cours des dernières années, aucun ne semble plus propre à contribuer à l'épanouissement des facultés de l'homme que le projet de l'Unesco visant à diffuser largement une instruction fonctionnelle. Nous espérons de tout notre cœur que pour accomplir cette tâche immense et magnifique, l'Unesco bénéficiera de l'appui de tous ceux qui ont eu la chance d'apprendre à lire et à écrire et de se trouver ainsi munis de la clé du savoir.

Que Dieu protège l'Unesco et sa noble entreprise.

S. Exc. le D^r URHO KEKKONEN,
président de la République
de Finlande

L'une des décisions les plus importantes et les plus courageuses qui aient été prises dans le cadre de la Décennie pour le développement est celle qui proposait comme objectif à l'humanité l'élimination de l'analphabétisme. En même temps, une telle initiative est une marque encourageante de confiance dans les possibilités de la civilisation humaine et de la coopération internationale. Je tiens à rendre hommage à l'œuvre importante réalisée grâce à la Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle dirigée par l'Unesco et mise à l'honneur à l'occasion de cette Journée internationale de l'alphabétisation qui doit être célébrée demain, 8 septembre, pour la première fois.

Améliorer l'éducation, relever le niveau des connaissances sont des objectifs communs à toutes les nations. C'est pourquoi les efforts déployés à cette fin doivent faire l'objet d'une coopération entre les nations; car nous savons que bien des pays en voie de développement ne disposent pas de ressources suffisantes pour libérer leur population des chaînes de l'ignorance aussi rapidement qu'il serait nécessaire. L'alphabétisation est un pas indispensable dans la voie qui doit amener chaque homme à jouir de la plénitude de ses droits. Qui n'a pas franchi ce pas ne peut à notre époque participer personnellement au développement économique et social de la communauté.

L'assistance accordée aux pays en voie de développement peut porter sur un grand nombre de problèmes vitaux qui font obstacle au progrès, mais il est indéniable qu'en libérant des ressources humaines, l'alphabétisation joue un rôle essentiel.

La participation de la Finlande à cet effort de coopération dans le domaine de l'éducation, depuis son début, doit être saluée avec joie, car elle prouve que le peuple finlandais est disposé et prêt à jouer son rôle dans la coopération internationale fondée sur les résolutions des Nations Unies.

C'est donc avec le plus grand plaisir que nous acceptons, ma femme et moi, de patronner votre campagne. Puisse-t-elle réussir à répandre la lumière dans notre pays aussi bien qu'en Tanzanie.

S. Exc. le général OSWALDO LOPEZ ARELLANO,
président de la République
du Honduras

Le gouvernement que je préside s'emploie à assurer l'alphabétisation fonctionnelle de la population adulte du pays dans le cadre de la Campagne de lutte contre l'analphabétisme. Il est profondément convaincu du caractère historique de l'action ainsi entreprise, action que je m'efforcerai d'intensifier et qui présente à mes yeux une importance fondamentale pour le gouvernement et le peuple du Honduras; c'est pourquoi je déclare publiquement que ce jour est proclamé Journée internationale de l'alphabétisation. Cette journée symbolise les aspirations spirituelles et la réflexion éclairée et approfondie de l'humanité, réaffirmant un impératif commun, face à l'un des problèmes les plus redoutables de notre histoire, qui nous oblige à mettre l'accent sur les responsabilités et la transcendance de la conscience et de la communauté internationales.

Il est de plus en plus évident que les disparités entre les peuples en voie de développement et les peuples industrialisés sont dues en grande partie à l'inégalité des chances et des niveaux d'instruction. Pour changer cet état de choses, on doit s'attacher, de toute urgence et par priorité, à assurer l'alphabétisation fonctionnelle de toute la population et à lui dispenser une instruction bien conçue. Il ne suffit plus d'apprendre à lire et à écrire; il faut créer un système qui englobe toute la nation et mobilise toutes ses forces, toutes ses capacités et toutes ses ressources potentielles, afin que nos citoyens soient en mesure de jouir intelligemment des bienfaits de la liberté, d'exercer pleinement et consciemment leurs droits civiques et politiques, et d'accéder à une vie meilleure, grâce à une éducation qui les intégrera définitivement au monde de la culture.

Au Honduras, nous concevons l'éducation non seulement comme l'un des principaux droits naturels de l'homme, reconnu par la constitution de la République et la tradition du pays, mais aussi comme la base même de la grande entreprise du développement national, comme l'investissement le plus utile et le plus productif qui permettra le plein épanouissement de toutes les possibilités de la nation et assurera la grandeur de la patrie, œuvre à laquelle nous collaborons tous dans le plein exercice d'une vocation démocratique.

En conséquence, mon gouvernement accorde la plus haute importance aux mesures qui visent à former un personnel enseignant de la plus haute qualité et du niveau le plus élevé, à l'administration, à l'inspection, à la direction, au perfectionnement de l'enseignement et des éducateurs; à l'application de plans et de programmes d'étude modernes et fonctionnels; à l'établisse-

ment d'un système scolaire parfaitement articulé et équilibré, conformément aux besoins et aux possibilités du pays, et au développement d'un réseau de bibliothèques scolaires propres à faciliter l'acquisition et la préservation de la culture. Je considère l'éducation et l'alphabétisation fonctionnelle comme les bases du développement, mais j'y vois aussi une affaire relevant de la conscience, une obligation morale essentielle, qui doit mobiliser tous les efforts et toutes les volontés. Notre Ministère de l'instruction publique accomplit dans ce domaine une œuvre méritoire, mais il reste beaucoup à faire et les moyens nécessaires sont immenses; c'est pourquoi je réclame le concours des organismes officiels et de chaque citoyen.

A l'occasion de cette journée, que le Honduras célèbre si naturellement, puisqu'il s'agit d'une manifestation conforme à notre tradition et à notre histoire, je fais appel à la conscience de la nation tout entière, et à tous les organismes gouvernementaux et privés du pays, pour qu'ils unissent leurs efforts et nous secondent dans cette entreprise commune. Par l'intermédiaire de l'Unesco, à laquelle l'éducation doit tant à notre époque, j'affirme à nouveau notre confiance en la communauté internationale, qui doit tout faire pour éliminer définitivement l'analphabétisme et mettre ainsi fin à un drame et à une injustice de notre temps. Cet appel, qui s'inspire de notre histoire et exprime notre foi, je l'adresse conjointement avec un peuple convaincu qu'un juste destin de grandeur et de liberté s'ouvre à lui.

S. Exc. le D^r ZAKIR HUSAIN,
président de la République
de l'Inde

Le 8 septembre 1967 a été proclamé Journée internationale de l'alphabétisation par le Congrès mondial des ministres de l'éducation tenu à Téhéran en 1965, qui fera date dans l'histoire.

Pour nous, Indiens, les recommandations du Congrès de Téhéran ont une double signification : elles constituent un jalon important sur la route ardue que suit l'humanité pour se hisser vers la connaissance et s'accomplir pleinement sur le plan spirituel, social et économique, et, de ce point de vue, elles symbolisent les plus nobles idéaux de notre nation; d'autre part, cet anniversaire vient à point nommé pour nous rappeler, comme à tous les pays du monde où sévit l'analphabétisme, qu'il convient d'intensifier les mesures adoptées sur le plan national pour tenir l'engagement pris à Téhéran.

Beaucoup d'efforts fructueux ont été déployés à cette fin depuis deux ans. Le gouvernement de l'Inde a chargé une commission de l'éducation de le conseiller en vue de l'adoption d'un système national d'enseignement et de principes généraux convenant au développement de tous ses éléments, y compris l'éducation sociale et l'alphabétisation des adultes. La commission a recommandé de procéder à l'élimination de l'analphabétisme en vingt ans. Le combat a été porté, dans ce domaine, sur plusieurs fronts : mise en application d'un programme général d'éducation sociale dans tous les États de l'Union, avec le précieux concours d'organisations bénévoles; établissement d'une liaison entre la vulgarisation rurale et l'alphabétisation en vue d'améliorer la production alimentaire; mise en route de projets pilotes servant à préparer le lancement de programmes plus vastes dans le cadre du quatrième plan quinquennal; progression accélérée vers la scolarisation universelle; création d'un enseignement général et professionnel à l'intention des jeunes adultes. Les activités d'alphabétisation s'appuient sur des recherches et des études, des travaux d'évaluation, la formation de personnel pour les projets, la production de matériel didactique et un renforcement judicieux de l'infrastructure.

Nous estimons que l'alphabétisation est un facteur essentiel du développement économique et envisageons de créer un mouvement massif d'alphabétisation des adultes visant à améliorer la production, tant industrielle qu'agricole. A nos yeux, l'alphabétisation des adultes est une activité fonctionnelle liée au travail et à la vie de notre peuple.

Aussi accordons-nous notre appui le plus chaleureux au Programme expérimental mondial d'alphabétisation de l'Unesco et sommes-nous prêts à déployer tous les efforts possibles pour que ses louables objectifs soient atteints.

L'alphabétisation n'a jamais été considérée, en Inde, comme une fin en soi. Elle n'est pour nous qu'un moyen de préparer la communauté à des tâches sociales, civiques et économiques qui vont bien au-delà d'une alphabétisation rudimentaire. L'Inde s'est engagée à éliminer l'analphabétisme dans un délai déterminé. Le gouvernement et notre société tout entière s'emploient résolument à atteindre ce but. Sur le plan international, nous sommes également décidés à contribuer le plus largement possible, dans le cadre de la solidarité croissante qui unit les nations sœurs, à la réalisation des nobles objectifs proclamés dans la déclaration de Téhéran.

Les plus rudes batailles contre l'analphabétisme restent à livrer, mais les remarquables résultats obtenus récemment, avec la collaboration technique du système des Nations Unies et de pays amis, dans plusieurs régions en voie de développement nous encouragent à redoubler d'efforts et nous donnent l'assurance de la victoire finale.

S. M. I. le SHAHINSHAH D'IRAN

Pour ma part je répons d'autant plus volontiers à l'appel du Comité consultatif international de liaison pour l'alphabétisation que la date choisie pour cette Journée internationale perpétue le souvenir du Congrès historique de Téhéran. Mon pays a déjà contribué matériellement et moralement à la campagne mondiale engagée par l'Unesco. Non seulement nous avons versé au compte spécial de cette organisation une journée de notre budget militaire, mais nous avons également offert de publier gratuitement un million de manuels d'alphabétisation pour les pays d'Asie.

Il convient toutefois de se demander si l'appel d'aujourd'hui suffira à combler l'énorme disproportion entre les besoins et les ressources qui continue à se faire ressentir tragiquement. Car l'enjeu est immense. Il ne s'agit, en effet, de rien moins que d'ouvrir au tiers de l'humanité la voie de la lumière et du progrès. Peut-être convient-il de recourir à d'autres moyens encore afin de mobiliser et sensibiliser au maximum l'opinion mondiale dans cette grande œuvre de solidarité générale. La constitution de comités internationaux aux plus hauts niveaux a permis de sauver à plusieurs reprises des monuments historiques qui appartiennent au patrimoine commun de l'humanité. N'est-il pas raisonnable de penser que la même ardeur animera les consciences lorsqu'il s'agit, non plus de pierres, mais d'êtres vivants plongés dans la nuit de l'ignorance. Quoi qu'il en soit, je saisis cette occasion pour soumettre à tous les chefs d'État l'idée de la constitution d'un haut comité en vue d'épauler cette vaste entreprise humanitaire.

S. Exc. M. GIUSEPPE SARAGAT,
président de la République italienne

La célébration de la première Journée internationale de l'alphabétisation, dont l'Unesco a pris l'initiative, met l'accent, en un moment historique particulièrement important, sur l'un des thèmes fondamentaux de la paix : la lutte contre l'ignorance, qui libère les hommes de l'humiliation la plus grave par laquelle ils sont blessés dans leur aspiration naturelle à une éducation et à une culture. Alors qu'il y a exactement deux ans les ministres de l'éducation de 86 pays, hôtes de S. M. I. le Shahinshah d'Iran, inauguraient à Téhéran le Congrès mondial des ministres de l'éducation pour l'élimination de l'analphabétisme, rien ne laissait prévoir que la première Journée qu'ils avaient appelée de leurs vœux aurait lieu au lendemain d'événements qui nous rappellent combien il est difficile d'éliminer la guerre de l'esprit des hommes. Le récent conflit qui s'est déroulé sous nos yeux, bien que bref et limité, nous a montré comment en quelques heures ont pu être détruites des œuvres humaines dont la valeur égale et même surpasse les sommes que l'Unesco avait indiquées aux Nations Unies comme nécessaires pour une action déterminante en vue de l'élimination totale de l'analphabétisme dans le monde, fléau qui frappe environ un milliard d'hommes.

Nous souhaitons que cette leçon, toute récente, s'impose à la méditation de tous les peuples et de leurs dirigeants en les convainquant de l'inanité de toute guerre par rapport à l'œuvre d'élévation culturelle de l'homme qui constitue les fondements possibles et nécessaires d'une compréhension et d'une coexistence réciproques d'où découlent des bénéfices économiques et sociaux bien plus sûrs et bien plus durables que ceux vainement poursuivis par la force.

En s'associant à cette célébration, l'Italie émet le vœu que sa participation aide l'Unesco à recueillir les fruits toujours plus nombreux de ses efforts pour élever la dignité de l'homme face à lui-même, face aux œuvres et aux instruments de paix créés par le génie de la civilisation moderne ou hérités des générations qui l'ont précédé, face aux forces incontrôlées de la nature, pour le bien suprême de la paix.

S. A. R. le sheikh SABAH AL-SALEM AL-SABAH,
émir de l'État du Koweït

C'est avec le plus grand plaisir que je vous adresse ce message, car je suis très heureux de pouvoir participer à la célébration de la Journée internationale de l'alphabétisation, et de m'associer à tous ceux qui soulignent à cette occasion l'importance de cette action entreprise sous le patronage de l'Unesco pour le plus grand profit de l'humanité.

A cet égard, je ne puis que louer les heureuses initiatives de votre Organisation, dont nous recevons — nous le reconnaissons volontiers — les avis les plus judicieux en matière d'éducation, et en particulier d'alphabétisation. Comme nous cherchons à diffuser l'éducation le plus largement possible, nous envisageons d'appliquer des programmes d'alphabétisation dans toute la région de la mer Rouge. Nous souhaiterions que l'analphabétisme ait complètement disparu de cette partie du monde dans un proche avenir, et je vous donne l'assurance que l'État du Koweït fait tous ses efforts pour remplir ses obligations. Nous sommes d'ailleurs tous tenus de coopérer à la lutte entreprise afin d'éliminer ce fléau qu'est l'analphabétisme.

La faim et l'analphabétisme sont en effet les plus graves des multiples problèmes qui se posent à l'heure actuelle dans le monde. Aussi faut-il espérer que l'on pourra un jour affecter les ressources consacrées jusqu'ici à l'armement et à la fabrication d'engins destructeurs à des fins constructives en vue de satisfaire les besoins fondamentaux des hommes et d'assurer leur bien-être.

Il est affligeant de penser qu'il existe encore dans le monde 700 millions d'adultes analphabètes. En ce xx^e siècle, âge de l'atome et des grands progrès scientifiques, c'est là un fait paradoxal et proprement confondant, une tache souillant l'honneur de notre civilisation et qu'il importe d'effacer. Le profond fossé existant entre les individus et entre les sociétés doit être comblé si nous voulons assurer la paix, la liberté, le bonheur et la dignité de l'homme.

Dans la hiérarchie des facteurs de développement, l'éducation occupe la première place. L'alphabétisation a donc une importance fondamentale, elle qui est le point de départ de l'éducation, la voie qui mène à l'instruction universelle. C'est ce « fil d'Ariane » qui guidera l'homme à travers le labyrinthe jusqu'à la connaissance et la découverte de soi; les chaînes qui asservissent son esprit seront alors brisées, et nous aurons la joie de voir mettre fin à l'injustice dont souffrent ces déshérités que sont les analphabètes.

Tel est le pouvoir magique du langage écrit. Il abolit l'espace et le temps, en nous apportant des messages des périodes les plus reculées ou

Messages

des régions les plus lointaines, et il sert ainsi, notamment, à développer la fraternité, l'unité et la compréhension entre les hommes.

Puisse donc cette campagne atteindre son noble but et remporter un plein succès.

S. Exc. M. WILLIAM V. S. TUBMAN,
président de la République du Libéria

Nous nous joignons aujourd'hui aux autres États membres de l'Unesco pour célébrer la première Journée internationale de l'alphabétisation. La lutte contre l'analphabétisme s'est intensifiée depuis que cette organisation internationale a adopté l'année dernière une résolution tendant à transformer un combat mené jusqu'alors individuellement par les diverses nations en une entreprise mondiale. Nous nous réjouissons de la participation de l'Unesco à cette lutte contre l'un des adversaires les plus redoutables de l'homme, car elle promet un très brillant avenir à cette campagne et lui confère une signification accrue.

Depuis que ce programme a été lancé au Libéria, en 1948, nous en avons suivi les progrès avec la plus grande attention et le plus vif intérêt. Chaque année, nous nous sommes employés à encourager à la fois les élèves et les maîtres, et nous félicitons sincèrement tous ceux qui participent à son exécution — maîtres, autorités coutumières, sociétés concessionnaires, organisations religieuses et particuliers, sans l'aide et le concours desquels la campagne aurait pu se solder par un échec. Il est réconfortant de noter aussi que les élèves ont fait preuve de beaucoup de détermination et de ténacité dans leurs études. Cela m'inspire une grande satisfaction, car il apparaît ainsi que nos efforts et notre énergie ne sont pas dépensés en vain.

Depuis que nous avons déclaré la guerre à l'analphabétisme, nous avons gagné beaucoup de terrain, et nous entendons non seulement consolider nos positions mais aussi poursuivre notre progression. Nous continuerons à mener la lutte avec toutes les ressources dont nous disposons, tant que l'ennemi commun n'aura pas été mis à genoux et que le pays ne sera pas libéré de l'analphabétisme et de tout son cortège de maux, tels que l'ignorance et la stagnation.

Dans le cadre d'un programme vaste et ambitieux, nous avons entrepris d'apprendre, en cinq ans, à parler, à écrire et à lire l'anglais à 250 000 personnes. Il sera ensuite plus facile de leur enseigner les règles fondamentales à appliquer pour mieux aménager leurs foyers et leur communauté, pour améliorer leur santé et pour assainir le milieu où ils vivent, de manière à élever leur niveau économique.

Quand je parle de l'analphabétisme au Libéria, les mots ne suffisent pas à exprimer mes véritables sentiments, et je lance un défi à l'orgueil national de chacun d'entre vous, mes compatriotes ! Je fais appel au meilleur de vous-mêmes pour que vous nous aidiez à mener cette guerre contre l'analphabétisme. Il s'agit aujourd'hui d'une guerre mondiale, et nous ne

pouvons pas nous permettre de rester en arrière; nous devons lutter côte à côte avec le reste de l'humanité. Ce doit être une guerre d'extermination; armons-nous donc, car nous ne ferons ni ne demanderons quartier tant que cet ennemi de l'homme n'aura pas été terrassé.

Je suis persuadé que le message que je vous adresse en cette occasion sera comme un clairon qui sonne avant le combat, éveillant tous les cœurs et faisant retentir l'air même que nous respirons de son impérieux appel.

Il n'est pas besoin d'une éloquence particulière pour vous transmettre ce message, car nous nous adressons à votre patriotisme, à votre dévouement et à votre conscience nationale en vue d'éveiller ce sentiment qui va bien au-delà du domaine de l'éloquence : l'aspiration à l'action — à une action noble, sublime, divine, qui redoublera nos forces et notre ardeur dans la lutte entreprise afin que l'analphabétisme disparaisse de notre pays et aussi du monde entier.

Puisse l'Unesco poursuivre avec succès l'œuvre qu'elle accomplit pour le bien de l'humanité.

S. Exc. M. GUSTAVO DIAZ ORDAZ,
président des États-Unis du Mexique

A l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation, le peuple mexicain réaffirme sa volonté de poursuivre sans trêve la campagne qui vise à atteindre dans les délais fixés les taux d'alphabétisation maximaux, étant convaincu que le développement équilibré auquel nous aspirons dans tous les secteurs de la vie nationale reposerait sur des bases précaires si nous ne résolvions pas définitivement le problème de l'ignorance.

Le Mexique reconnaît le rôle décisif qui revient à l'Unesco dans la croisade que le monde entier mène contre l'analphabétisme et à laquelle il continuera à participer afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des hommes, sans distinction ethnique ni politique.

S. Exc. M. ISMAIL EL AZHARI,
président du Conseil suprême
de la République du Soudan

Le peuple et le gouvernement soudanais célèbrent la Journée internationale de l'alphabétisation et remercient chaleureusement l'Unesco d'avoir lancé la Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle. Bien sincères félicitations pour le nouveau projet pilote d'alphabétisation et remerciements pour avoir prévu la participation du Soudan à cette expérience. Notre vœu le plus cher est que notre pays n'épargne aucun effort pour travailler de façon sérieuse et réfléchie à l'élimination de l'analphabétisme en faisant le meilleur usage possible de l'aide internationale et bilatérale en ce domaine. Que les diverses organisations de notre pays s'unissent pour coordonner leurs efforts et travailler avec zèle et persévérance au progrès économique et social sous les auspices du Comité national d'alphabétisation, car cette voie est celle de la paix.

S. Exc. le mwalimu JULIUS K. NYERERE,
président de la République-Unie
de Tanzanie

La Journée internationale de l'alphabétisation, le 8 septembre, est d'un intérêt et d'une importance de tout premier ordre pour notre pays.

La majorité de notre population ne sait encore ni lire ni écrire en aucune langue. Presque la moitié de nos enfants, à aucun moment de leur vie, ne vont à l'école; et cependant nous avons l'ambition de faire de notre pays un État socialiste moderne.

Une partie importante de nos efforts de développement doit être consacrée à la diffusion de l'éducation sous toutes ses formes. Il est indispensable que ceux qui savent lire et écrire enseignent les analphabètes; il est indispensable que ceux qui ont des notions d'agriculture moderne les enseignent à ceux qui n'en ont pas; ceux qui ont eu l'occasion de s'initier aux principes de la santé et de l'hygiène doivent les apprendre aux autres. Tous ceux qui possèdent des connaissances utiles à notre développement doivent essayer de les répandre dans les villages et les villes d'un bout à l'autre de notre pays.

Nous pouvons, en Tanzanie, nous féliciter de voir l'Unesco mettre actuellement sur pied un projet d'éducation des adultes et de développement près du lac Victoria. Tous ceux qui collaborent à cette œuvre importante doivent s'y consacrer de toutes leurs forces pour en faire une réussite, mais nous ne devons pas, pour cela, relâcher nos efforts dans d'autres parties du pays, car l'ignorance des principes essentiels de l'hygiène et de l'agriculture est un mal contre lequel nous pouvons lutter nous-mêmes, ne comptant que sur nos propres forces.

En ce jour, je tiens à saluer tous ceux qui enseignent aux autres, que ce soit dans une salle de classe, sous l'égide du Ministère du développement communautaire, du TANU, d'une autre organisation, ou simplement parce qu'ils se sont arrangés en privé pour communiquer leurs connaissances à leurs voisins et amis. Ces efforts contribuent sur le plan pratique au succès de notre lutte contre l'ignorance, et tous ceux qui y participent sont des combattants de première ligne dans l'offensive que mène la République-Unie.

S. Exc. M. HABIB BOURGUIBA,
président de la République tunisienne

Tandis que les pays développés poursuivent leur progrès économique et social de façon rapide, les pays qui sont en voie de développement, malgré les efforts déployés pour la planification et la mise en œuvre de toutes leurs ressources nationales, ne parviennent pas encore à prendre un essor satisfaisant.

L'explication de cette stagnation dramatique ne peut être trouvée que dans le retard du développement intellectuel et culturel des nations intéressées, et, à la base de ce grave retard, nous trouvons précisément l'analphabétisme.

En sachant que la moitié de l'humanité souffre de l'analphabétisme, l'autre moitié ne saurait demeurer indifférente. La lutte contre l'analphabétisme est donc en vérité un problème international, et dans notre ère d'interdépendance des peuples on ne saurait régler ce problème sans le soutien de l'opinion publique mondiale et la coopération internationale. Sur cela, un accord a été réalisé grâce au Congrès de Téhéran, qui est commémoré par la célébration de cette Journée internationale de l'alphabétisation.

Ainsi a été affirmé avec vigueur un nouvel humanisme qui revendique pour tous les hommes et toutes les femmes le pouvoir de se développer, un nouvel humanisme qui lutte pour la libération de l'homme et pour son évolution comme sujet et non comme objet.

En cette journée, toutes les nations se doivent de mieux saisir l'importance et la portée d'une lutte concertée contre l'analphabétisme, et de promouvoir en conséquence une liaison dynamique entre alphabétisation et éducation, d'une part, et développement économique et social, d'autre part.

Ainsi, sera assurée la promotion de l'homme, objectif des Nations Unies.

S. Exc. Sir SEEWOOSAGUR RAMGOOLAM,
premier ministre de l'île Maurice

Il y a deux ans, le 8 septembre 1965, s'ouvrait à Téhéran, sur l'initiative de S. M. I. le Shahinshah d'Iran, un Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme, qui a donné un nouvel élan au programme mondial d'alphabétisation mis en route en 1961 par l'Unesco conformément à une résolution votée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. Une nouvelle raison d'espérer a ainsi été fournie aux millions d'analphabètes que le monde compte encore. On estime en effet qu'à l'heure actuelle deux personnes sur cinq restent illettrées. Étant isolés de leurs concitoyens par l'impossibilité de communiquer au moyen du langage écrit, ces hommes ne sont pas en mesure de jouer pleinement le rôle qui leur incombe dans la vie contemporaine. C'est dans les pays en voie de développement que le problème est le plus grave, car l'analphabétisme ou une alphabétisation insuffisante nuisent beaucoup au développement. Le Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme, dont la séance d'ouverture s'est tenue il y a deux ans aujourd'hui, et l'Unesco ont donc mobilisé l'opinion mondiale et invité les nations relativement riches à aider celles qui le sont moins dans leur lutte contre le fléau de l'analphabétisme. Une stratégie sélective visant à instruire les personnes totalement ou partiellement analphabètes qui ont ou se préparent à avoir une activité productive a été adoptée pour la première phase des opérations. Cette stratégie porte le nom d'« alphabétisation fonctionnelle », et nous avons le privilège de bénéficier en ce moment même des services d'une mission de planification de l'alphabétisation envoyée dans notre pays par l'Unesco à la demande du gouvernement pour donner des avis sur les programmes dits « d'alphabétisation orientée vers le travail ». Je tiens donc à réaffirmer la volonté de notre gouvernement de participer, avec l'assistance étrangère requise, au programme mondial d'alphabétisation patronné par l'Unesco et de prendre les mesures nécessaires pour donner à certains groupes d'habitants une instruction qui augmentera leur productivité, et pour assurer finalement l'élimination complète de l'analphabétisme dans notre pays.

Sa Sainteté PAUL VI

Nous avons appris avec une grande satisfaction qu'à la suite de la décision prise par la Conférence générale des États membres de l'Unesco, en sa quatorzième session, tenue à Paris en 1966, pour la première fois serait célébrée dans le monde, le 8 septembre prochain, la Journée internationale de l'alphabétisation.

Déjà, lors du Congrès de Téhéran, en 1965, Nous avons tenu à souligner Nous-même la part que l'Église catholique n'avait cessé de prendre à cette grande entreprise, et, dans notre récente encyclique sur le développement des peuples, Nous avons voulu rappeler que « la faim d'instruction n'est pas moins déprimante que la faim d'aliments : un analphabète est un esprit sous-alimenté. Savoir lire et écrire, acquérir une formation professionnelle, c'est reprendre confiance en soi et découvrir que l'on peut progresser avec les autres » (*Populorum Progressio*, § 35).

Puisse cette heureuse initiative de l'Unesco susciter à travers le monde un vaste mouvement d'opinion publique et un généreux concours des pouvoirs responsables pour que la grande cause de la lutte contre l'analphabétisme soit efficacement soutenue par une pacifique mise en commun de toutes les bonnes volontés. Quant à Nous, Nous pouvons vous assurer que nos fils catholiques auront à cœur d'être au premier rang de ceux qui travaillent avec désintéressement à l'alphabétisation, dans un esprit de féconde collaboration avec l'Unesco.

Aussi est-ce de grand cœur que Nous appelons sur cette Journée internationale et tous ceux qui y participeront pour le plus grand bénéfice de toute la famille humaine, l'abondance des célestes bénédictions.

U THANT,
secrétaire général
des Nations Unies

Cet admirable document vivant qu'est la Charte des Nations Unies commence par les mots « Nous, *peuples* des Nations Unies » pour proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine et dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que notre volonté de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande. Il proclame ensuite notre résolution d'associer nos efforts pour réaliser ces desseins, parmi d'autres, afin d'assurer le maintien de la paix.

Pour quatre hommes et femmes sur dix dans le monde, ces proclamations et résolutions — si tant est qu'ils en aient jamais connaissance — sembleront creuses et dépourvues de sens, puisqu'ils ne savent ni lire ni écrire. Restés en marge du groupe des privilégiés, ils n'ont que d'infimes chances d'améliorer leur sort. Mais comment notre grand effort en faveur de la paix et du progrès humain pourrait-il aboutir sans eux ?

C'est pour cette raison qu'à l'invitation de l'Unesco, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, je vous demande instamment à tous de célébrer la Journée internationale de l'alphabétisation, le 8 septembre 1967. Que ceux qui sont capables de lire la présente déclaration s'engagent à appuyer le mouvement mondial d'alphabétisation. Que ceux qui entendent ce message, mais ne savent encore ni lire ni écrire, tirent parti des possibilités qui leur seront offertes et saisissent cette occasion non seulement d'élargir et d'approfondir leurs contacts avec leurs semblables, mais aussi d'augmenter leurs chances sur le plan économique et social. En célébrant cette Journée de la sorte, vous contribuerez à la compréhension internationale, qui seule peut assurer une paix durable, et vous aiderez les Nations Unies à atteindre les grands objectifs économiques et sociaux qu'elles se sont fixés.

M. DAVID MORSE,
directeur général
de l'Organisation internationale du travail

Tout être humain a le droit de rechercher le bien-être matériel et le perfectionnement spirituel dans la liberté et la dignité et en bénéficiant de la sécurité financière et de l'égalité des chances; et pourtant, les hommes qui sont en mesure de jouir de ce droit ne représentent qu'une minorité. Parmi les multiples obstacles qui empêchent le reste de l'humanité d'améliorer ses conditions de vie matérielles et spirituelles, l'analphabétisme figure au premier plan.

En outre, dans le monde moderne, l'analphabétisme est synonyme de gaspillage — gaspillage de ces ressources humaines qui constituent le plus précieux capital de chaque nation. Dans le monde entier des millions de personnes sont à l'heure actuelle incapables, par suite d'une ignorance dont elles ne sont pas responsables, de contribuer pleinement à l'amélioration de leur propre situation et de celle de leur communauté. Il n'est pas admissible que la plupart de nos semblables continuent à être voués à l'ignorance, au chômage et à la misère.

L'alphabetisation est la clé d'un monde meilleur. En donnant aux hommes cette instruction élémentaire, on leur permettra d'acquérir les autres compétences nécessaires pour que la production réponde aux besoins de tous; en outre, il deviendra alors plus facile à chacun d'eux de comprendre les changements qui s'opèrent autour de lui et de coopérer avec ses semblables en vue de forger la destinée commune. En raison de l'importance de l'alphabetisation universelle comme facteur d'amélioration des conditions de vie et de travail de la majorité des hommes, je suis particulièrement heureux d'associer l'Organisation internationale du travail à la célébration de la Journée internationale de l'alphabetisation.

M. LOUIS SAILLANT,
secrétaire général
de la Fédération syndicale mondiale

A l'occasion du 8 septembre 1967, journée qui sur l'initiative de l'Unesco doit contribuer au développement de l'alphabétisation, auquel 750 millions d'adultes aspirent, je tiens au nom de la Fédération syndicale mondiale et de ses 140 millions d'adhérents, et en mon nom personnel, à vous adresser à vous Monsieur le Directeur général de l'Unesco, l'assurance que nous-mêmes et nos organisations affiliées développerons sans cesse davantage nos activités propres en liaison avec l'Unesco et tous ceux qui veulent que ces millions d'hommes et de femmes dans le monde victimes de l'analphabétisme reçoivent l'aide et les moyens pour élever leur niveau social et culturel. Le secrétariat de la FSM, réuni les 7 et 8 septembre à Prague, examine les mesures à prendre en ces journées, en vue d'accroître ses activités dans le domaine de l'alphabétisation : de faire que dans tous les pays intéressés des mesures législatives interviennent de manière à donner force légale à l'alphabétisation des adultes et à la formation professionnelle des travailleurs; pour qu'une heure de travail par jour, prise sur le temps de travail et rémunérée comme telle, soit accordée aux travailleurs analphabètes; pour que nos organisations affiliées accroissent leurs efforts en vue d'apporter une solidarité concrète aux peuples et aux organisations syndicales engagées dans le combat gigantesque contre l'analphabétisme qui ne pourra être vaincu sans un effort coordonné de toutes les forces intéressées.

Progrès réalisés

dans le monde
en matière d'alphabétisation
depuis le Congrès de Téhéran
en 1965

Préface

Le bilan que l'on s'est efforcé de dresser ici de l'évolution de la lutte contre l'analphabétisme dans le monde depuis le Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme (Téhéran, 8-19 septembre 1965) comporte deux parties : l'une consacrée aux efforts nationaux, l'autre au développement de l'action internationale.

Les données qui ont servi de base à cette étude ont été tirées pour l'essentiel, des réponses que plus de 80 États membres et membres associés¹ et diverses organisations internationales non gouvernementales ont apportées à un questionnaire élaboré par le Secrétariat.

Si ce document, inévitablement incomplet et fragmentaire, ne peut représenter la somme des efforts accomplis dans diverses directions par les États et les organisations internationales intéressées, il est cependant très indicatif des grandes tendances de l'action d'alphabetisation dans le monde et de l'évolution des modes de pensée qui l'ont animée et guidée depuis le Congrès mondial de Téhéran.

1. Ces États sont les suivants :

<i>Afrique</i>	<i>Amérique du Nord</i>	Pérou Uruguay Venezuela	<i>États arabes</i>	Hongrie Italie Luxembourg Malte Norvège Pays-Bas Pologne Royaume-Uni Suède Suisse Tchécoslovaquie Turquie URSS Yougoslavie
Cameroun Côte-d'Ivoire République du Congo Dahomey Éthiopie Kenya Libéria Madagascar Malawi Mali Ile Maurice *	Canada États-Unis d'Amérique	<i>Asie</i>	Arabie saoudite Bahrein * Libye Koweit République arabe unie Syrie	
	<i>Amérique latine</i>	Birmanie Cambodge Ceylan Corée Inde Iran Japon Laos Malaisie Népal Pakistan-Oriental Philippines Singapour Thaïlande Viêt-nam	<i>Europe</i>	
	Argentine Bolivie Chili Colombie Cuba République dominicaine El Salvador Équateur Guatemala Haïti Jamaïque Paraguay		République fédérale d'Allemagne Belgique Bulgarie Chypre Espagne Finlande France Grèce	<i>Océanie</i> Australie Nouvelle-Zélande

* Membre associé.

Introduction

Deux années : une courte étape d'une longue histoire

L'histoire de la lutte des hommes contre l'analphabétisme dans le monde apparaît comme un long cheminement caractérisé tant par les résultats immenses obtenus dans la scolarisation des enfants et dans l'alphabétisation des adultes que par les très grandes difficultés rencontrées, les demi-succès et le déroulement irrégulier d'un processus extrêmement complexe. Les efforts concertés qui ont été entrepris ces dernières années à l'échelle internationale en constituent une nouvelle et importante étape dont le Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme (Téhéran, 8-19 septembre 1965) a été, pour de multiples raisons, le point culminant.

Bien qu'extrêmement courte, cette période n'en a pas moins été importante à maints égards.

Lorsqu'on mesure le chemin parcouru en si peu de temps on s'aperçoit, en effet, que ces deux dernières années ont été marquées, d'abord, par une meilleure compréhension de l'analphabétisme en tant que dimension du sous-développement, ce qui a conduit progressivement les dirigeants et les responsables à partir des problèmes du sous-développement pour s'attaquer à l'analphabétisme; ensuite par une prise de conscience de plus en plus précise des besoins concrets que l'on se propose de satisfaire dans le cadre des programmes d'alphabétisation; enfin, par la volonté de mobiliser toutes les ressources techniques et financières qui peuvent être mises au service de l'alphabétisation fonctionnelle.

Au cours de cette période, on a néanmoins pu constater que les efforts entrepris demeuraient insuffisants, tandis que s'agrandissait le fossé qui sépare les pays développés des pays en voie de développement, et que s'accroissait la disproportion entre la modestie des moyens disponibles et l'immensité des besoins.

C'est dire que ces deux années ont à la fois fait naître de grands espoirs et suscité de graves inquiétudes.

L'héritage de Téhéran

La grande confrontation internationale à laquelle a donné lieu le Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme à Téhéran a établi que l'existence de multitudes innombrables d'adultes illettrés constituait un frein au développement économique et social et que, dans la plupart des cas, le succès des efforts de développement était largement fonction de l'aptitude des États à résoudre le problème de l'analphabétisme.

Les éléments essentiels de la nouvelle approche élaborée par le Congrès de Téhéran sont les suivants : a) les programmes d'alphabétisation doivent être intégrés aux plans de développement économique et social; b) l'alphabétisation doit commencer par les catégories de la population dont les motivations sont les plus fortes et qui ont le plus grand besoin d'alphabétisation tant pour leur bénéfice propre que pour l'intérêt de leur pays; c) les programmes d'alphabétisation doivent être de préférence liés aux priorités économiques et entrepris dans des régions connaissant une expansion économique rapide; d) les programmes d'alphabétisation ne doivent pas se borner à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, mais inclure des connaissances professionnelles et techniques et favoriser ainsi une participation plus complète des adultes à la vie économique et civique; e) l'alphabétisation doit être une partie intégrante du plan d'éducation dans son ensemble et du système d'éducation de chaque pays; f) les besoins financiers de l'alphabétisation fonctionnelle doivent être couverts par des ressources diverses (publiques et privées) et faire l'objet d'investissements; g) les programmes d'alphabétisation de ce type nouveau doivent être liés à la solution des objectifs économiques et sociaux (accroissement de la productivité de la main-d'œuvre, production des denrées alimentaires, industrialisation, mobilité sociale et professionnelle, création d'une nouvelle main-d'œuvre, diversification de l'économie, etc.).

Deux années jour pour jour après le Congrès de Téhéran, la Journée internationale du 8 septembre offre l'occasion et, en quelque sorte, impose la nécessité de soulever une question qui vient peut-être un peu tôt, mais à laquelle on ne peut échapper : dans quelle mesure les États sont-ils parvenus à mettre en œuvre la stratégie recommandée à Téhéran ? Dans quelle mesure les idées commencées à s'inscrire dans la trame de l'histoire, à inspirer la volonté des gouvernements, à infléchir les décisions des responsables de l'économie, à se traduire dans les faits ?

Certes le bilan véritable n'apparaîtra que progressivement, à la lumière des progrès acquis, dans l'action et par l'action, en fonction des nombreux obstacles qui restent à surmonter, de la découverte progressive et constructive de ce qu'impliquaient concrètement les mots d'ordre nouveaux. Déjà, cependant, on peut dire de l'action entreprise qu'elle se caractérise par une impulsion vigoureuse et un courant nouveau.

L'alphabétisation a reçu à Téhéran une très vigoureuse impulsion qui s'est traduite à la fois par un accroissement des efforts nationaux et par un renforcement de la coopération internationale, encore que l'on doive reconnaître qu'il faut du temps, et parfois beaucoup de temps, pour que le changement dans les attitudes de pensée provoque une transformation des méthodes d'enseignement et des systèmes d'organisation. Il n'en est pas moins certain que la liaison de l'alphabétisation avec le développement s'inscrit désormais dans la pratique d'un grand nombre d'États.

La nouvelle orientation dont témoignent les efforts nationaux et qui inspire la coopération internationale atteste que les recommandations du Congrès de Téhéran deviennent des réalités vivantes et qu'elles constituent désormais les idées maîtresses de l'action en matière d'alphabétisation.

Il ne s'agit pas, à la suite du Congrès de Téhéran de substituer une méthode

intensive à une méthode extensive. En vérité, la volonté et le but restent les mêmes : assurer l'efficacité de l'alphabetisation et, pour ce faire, lui donner un caractère fonctionnel. L'importance de ce qu'on peut appeler l'orientation nouvelle tient au fait qu'elle éclaire et permet de concrétiser toujours davantage les fécondes recommandations du congrès, dont la valeur est attestée par les progrès qui ont été accomplis depuis deux ans.

Les efforts nationaux

Il n'est évidemment pas possible de donner ici un bilan quantitativement complet et exact des efforts nationaux d'alphabétisation accomplis au cours des deux dernières années, car on ne peut comptabiliser valablement des faits ou des résultats que dans la mesure où ils sont qualitativement homogènes. Or il est loin d'en être ainsi pour l'alphabétisation, domaine où la diversité des expériences et des situations est particulièrement grande. Mais, par ailleurs, comment pourrait-on ne pas engranger une si riche moisson d'initiatives, de méthodes, de tendances et de résultats alors que l'objet même du programme expérimental mondial d'alphabétisation est de confronter les expériences nationales ? Ce bilan sera donc volontairement sélectif.

L'orientation nouvelle

Il est vrai que depuis le Congrès de Téhéran l'alphabétisation dans un nombre considérable de pays ressemble beaucoup à ce qu'elle était auparavant. Mais on peut dire sans hésitation que, conçus d'une manière traditionnelle ou nouvelle, les programmes d'alphabétisation ont connu un progrès quantitatif incontestable. Il serait pourtant tout aussi inexact de négliger les progrès réels qui ont été accomplis dans l'esprit de Téhéran et les efforts consentis par les États membres en vue d'enrichir les programmes existants en y introduisant des éléments nouveaux.

A l'origine et jusqu'à une époque récente, la lutte contre l'analphabétisme des adultes est demeurée le domaine presque exclusivement réservé des organisations non gouvernementales, des organismes privés, des missions, et elle a résulté en définitive d'initiatives d'hommes de bonne volonté, comme s'il s'agissait principalement d'une action de caractère social et humanitaire ou d'une entreprise de « rattrapage » d'adultes défavorisés par le sort. Aujourd'hui, la plupart des gouvernements estiment qu'ils sont directement responsables de l'alphabétisation des adultes. Dans le même temps, à l'indifférence plus ou moins marquée des financiers, des chefs d'entreprise et des planificateurs pour l'alphabétisation succède un intérêt croissant des dirigeants du secteur économique et des res-

ponsables de développement, qui commencent à souscrire aux idées maîtresses formulées à Téhéran. Parallèlement les éducateurs découvrent l'existence et mesurent l'intérêt d'expériences d'alphabétisation fonctionnelle liées à l'initiation ou à la formation professionnelle que mènent un certain nombre d'entreprises.

L'orientation nouvelle se traduit ainsi dans de nombreux pays, d'abord par l'incorporation de programmes d'alphabétisation dans les plans de développement de l'éducation, et, d'une manière plus générale, par leur insertion dans les plans de développement économique et social. Telle est d'ores et déjà la situation dans de nombreux pays comme l'Argentine, la Birmanie, le Cameroun, l'Équateur, l'Espagne, l'Éthiopie, l'Inde, l'Iran, la Libye, le Mali, le Sénégal, la Tunisie, etc.

Cette orientation constitue naturellement un progrès très important dans la mesure où l'alphabétisation s'insère de manière rationnelle et organisée dans le devenir économique des nations.

D'une part, les responsables tendent de plus en plus à concevoir l'alphabétisation en fonction des grands problèmes qu'ils doivent résoudre. Il en est ainsi, par exemple, lorsqu'il y a lieu de procéder à la relève d'une main-d'œuvre par une autre, de mettre en culture des terres nouvelles, de créer de nouvelles industries — car il faut alors former la main-d'œuvre nécessaire aux nouvelles unités de production, et réanimer, grâce à la formation professionnelle, un appareil de production partiellement paralysé par des flux migratoires importants.

L'idée lancée à Téhéran de lier l'alphabétisation aux priorités du développement économique a favorisé chez les responsables de salutaires réflexions quant aux secteurs d'activité auxquels il convenait d'accorder la priorité. Ainsi a-t-on vu les ministères de l'éducation engager le dialogue avec les organismes du Plan et les autres ministères, et déployer un intense effort pour concevoir de larges actions cohérentes. De nombreux pays fournissent à cet égard des exemples particulièrement significatifs d'animation et de « dynamisation » de ces secteurs : en Algérie, le choix du secteur irrigué de la Bou-Namoussa, du complexe pétrochimique d'Arzew et des domaines « autogérés » de Staoueli, pour la mise en œuvre d'un projet pilote d'alphabétisation fonctionnelle peut être considéré comme une application fidèle de la stratégie sélective définie à Téhéran. Il en va de même pour les usines textiles de Chbin-el-Kom (République arabe unie) et de la vallée du Châb (Syrie), pour l'industrie pétrolière en Arabie saoudite et à Koweït, pour les pêcheries de Qatar et la zone semi-rurale de Taserka (Tunisie); on pourrait encore citer les entreprises industrielles du cap Vert au Sénégal, l'aménagement du port de Monrovia et l'usine Firestone au Libéria, les « villages coopératifs » de la République du Congo, les mines de Tuncbileck en Turquie, les Youth Settlement Schemes à Ceylan, le barrage de Nam-Ngum au Laos, le projet Rodovia au Brésil, les régions touchées par la réforme agraire au Chili et au Guatemala, etc.

Ce climat nouveau s'est également manifesté dans les pays où l'analphabétisme n'est qu'un phénomène plus ou moins résiduel. La France, par exemple, considère que l'alphabétisation doit être sélective, qu'elle doit tendre à favoriser la croissance économique et qu'elle doit faire l'objet d'une planification rigoureuse conçue en fonction des ordres de priorité du Plan. La Yougoslavie a donné une orientation semblable à ses programmes d'alphabétisation, qui y sont conçus à partir des besoins réels des adultes engagés dans la production et visent à

faire de ceux-ci des éléments actifs de la vie économique et sociale. Aux États-Unis d'Amérique, le programme d'éducation des adultes tend à réduire au maximum le nombre des illettrés, à accroître le rendement de l'alphabétisation en la rendant fonctionnelle et en améliorant, grâce à elle, les qualifications et le rendement des adultes insuffisamment formés.

Réformes institutionnelles

Cette évolution des idées ne s'est pas manifestée seulement par un changement de climat mais aussi par des changements dans les institutions et, dans certains cas, par un véritable déplacement des centres de responsabilité et d'initiative.

Programmation

De nombreux pays ont adopté d'importantes mesures en matière de planification de l'alphabétisation. Extrêmement diverses — en raison notamment des différences profondes dans les structures nationales — nombre de ces mesures visent à instituer une programmation plus rigoureuse et à fixer des objectifs à moyen terme. Certains pays arabes, par exemple, se sont donné pour but l'alphabétisation de la population, à l'intérieur de certaines limites d'âge, dans un délai de dix ans et d'autres dans un délai de quinze ans; le gouvernement des Philippines a publié un décret et élaboré des règlements relatifs aux modalités d'un effort systématique d'alphabétisation s'étendant sur six ans (1966-1972); la Birmanie s'est donné des délais plus courts encore pour atteindre cet objectif; l'Iran, dans son quatrième plan quinquennal de développement (1967-1972), se propose d'abaisser de 30 % le taux d'analphabétisme; l'Italie, le Mexique, la Turquie et d'autres pays ont adopté des programmes adaptés aux diverses régions et secteurs de population concernés.

Législation

Un certain nombre de pays ont adopté des mesures législatives qui font obligation à certains groupes sociaux de participer aux programmes d'alphabétisation. Des lois actuellement en préparation en Libye et en Irak sont destinées à rendre obligatoire l'alphabétisation pour les adultes illettrés; dans d'autres pays, on envisage de généraliser une formule tendant à ce que les entreprises investissent une partie de leurs marges bénéficiaires dans des programmes d'alphabétisation de leur personnel (Guatemala, Venezuela). Au Cambodge et en Équateur, de nouvelles lois obligent les adultes lettrés à participer à l'alphabétisation de leurs compatriotes moins favorisés.

Des lois ou des décrets qui visent à la réforme des structures administratives en fonction des nécessités du développement de l'alphabétisation ont déjà été adoptés ou sont en voie de l'être. De nouveaux services nationaux d'alphabétisation ont été ainsi établis en Argentine, dans la République du Congo, dans la Répu-

blique de Corée, au Dahomey, en Éthiopie, en Mauritanie et dans la République du Viêt-nam. Dans d'autres pays on a donné de nouvelles structures à ces institutions (Indonésie, Madagascar, île Maurice, Paraguay, République arabe unie), tandis que de nouvelles administrations régionales, provinciales et municipales ont été créées dans un grand nombre de pays.

Administration

L'importante recommandation du Congrès de Téhéran selon laquelle l'alphabétisation, comme le développement économique et social lui-même, doit faire l'objet d'une approche multisectorielle a eu des répercussions majeures dans un certain nombre de pays, qui ont donné une structure interministérielle à l'organe chargé d'élaborer et de mettre en œuvre la politique d'alphabétisation. Au-delà de la fonction classique de coordination interministérielle qu'exercent les administrations et commissions consultatives dans des pays tels que la Birmanie, le Chili, la Colombie, Cuba, la Grèce, le Népal et le Sénégal, dans d'autres États (Côte-d'Ivoire, Inde, Mali, Thaïlande) des comités nationaux d'alphabétisation largement représentatifs des divers secteurs concernés sont chargés de définir la politique nationale d'alphabétisation. La composition de ces commissions — qui, notamment en Algérie, en Irak, en République arabe unie et en Tunisie groupent aux côtés des représentants des administrations traditionnelles des porte-parole des partis politiques, des grandes organisations de masse, etc. — atteste une grande compréhension du rôle de l'alphabétisation dans le contexte du sous-développement.

Dans certains pays, l'alphabétisation est placée sous la tutelle d'autorités diverses. Il en est ainsi, par exemple, en Afghanistan, où se développent simultanément les programmes qui relèvent du Ministère de l'éducation, ceux qu'anime le département du développement rural au Ministère de l'intérieur, ceux de la Welfare Society à l'intention des femmes et ceux qu'organise l'armée. En Amérique latine, où les entreprises privées animent de nombreux programmes d'alphabétisation en collaboration avec des centres de formation professionnelle à caractère autonome, les ministères de l'éducation, en règle générale, tendent à faire admettre que c'est à eux qu'appartient la direction de l'alphabétisation ou tout au moins l'autorité coordonnatrice en cette matière. Dans certains pays africains, les organes responsables de l'alphabétisation sont placés sous la tutelle d'un ministre autre que celui de l'éducation : Ministère du développement communautaire en Zambie, Ministère des coopératives et des services sociaux au Kenya, etc.

Pour résumer cet inventaire sélectif des faits relatifs aux institutions on peut affirmer que, s'il faut se garder d'exagérer la portée novatrice des solutions institutionnelles mises en œuvre jusqu'à présent, celles-ci n'en témoignent pas moins d'une nette évolution conforme aux recommandations du Congrès de Téhéran.

Les progrès quantitatifs

L'impulsion donnée par le Congrès de Téhéran à l'ensemble des efforts d'alphabétisation s'est traduite par une progression encourageante des budgets de l'alphabétisation. En effet, dans le temps même où nombre de pays étaient amenés à poser ouvertement le problème de la limitation des ressources financières globales, et où l'on admettait l'insuffisance aiguë des ressources mises à la disposition de l'éducation scolaire comme de l'éducation des adultes, de nombreux États membres ont réussi à accroître substantiellement les moyens affectés à l'alphabétisation :

Évolution des budgets de l'alphabétisation dans quelques pays, en nombres-indices
(pour la plupart des pays, base 100 en 1965)

Pays	1965	1966	1967
Argentine	100	132	132
République du Congo	100	180	121
Chili	100	154	195
Colombie	100	...	134
République dominicaine	...	100	115
Grèce	100	100	100
Koweït	100	128	154
Malaisie	100	115	110
Mali	100	182	...
Népal	100	158	...
Niger	100	175	216
Pakistan ^a	535
Tanzanie ^b			2 142
Thaïlande	100	118	125
Zambie ^c	100	625	3 150

a. Pakistan-Oriental seulement, indice 100 en 1964.

b. Indice 100 en 1964.

c. L'amplitude de l'accroissement s'explique par le fait que le budget de 1965 a servi à entreprendre uniquement une action expérimentale.

Tout en tenant compte du fait que les programmes d'alphabétisation ne représentent qu'une part très modeste des ressources totales allouées à l'éducation et constituent, par conséquent, un fardeau relativement léger, il demeure néanmoins qu'il s'agit là d'un phénomène remarquable, dont il est difficile de ne pas attribuer l'origine au grand courant mondial qui, à ce stade décisif, anime la lutte pour l'alphabétisation des adultes.

Il convient également de signaler que l'intégration des programmes d'alphabétisation dans le cadre du développement général s'est traduite par une tendance à l'accroissement des ressources consacrées à l'alphabétisation.

Dans la mesure où l'alphabétisation devient plus fonctionnelle, le secteur privé, et, en général, le secteur productif doivent s'y trouver engagés davantage, et le financement de l'alphabétisation déborde le cadre des budgets publics. Il semble bien, d'après les données dont on dispose à ce jour, que le nombre et

la portée des initiatives des entreprises publiques et privées s'accroissent rapidement, mais que cet élargissement des activités en faveur de l'alphabétisation ne se traduise encore que très timidement par un élargissement correspondant des organismes de tutelle de l'alphabétisation.

L'examen des données ci-après, qui ont trait aux effectifs alphabétisés dans un certain nombre de pays pour lesquels on dispose de résultats récents, révèle, d'une part, une nette progression des effectifs pendant la période 1965-1967, et, d'autre part, un pourcentage encore faible des nouveaux alphabètes par rapport à la population illettrée. Autrement dit, les résultats sont considérables, mais encore très insuffisants.

Pays qui ont enregistré une progression des effectifs alphabétisés

Pays	1965	1966	1967 (estimations)
Pays où le pourcentage des effectifs touchés en 1967 par rapport au nombre total des illettrés de plus de 15 ans est supérieur à 5 %			
Argentine	40 000	200 000	
Cameroun	75 000	94 000	120 000
Chili	14 552	63 995	89 720
Cambodge	219 070	287 744	288 190
Iran		675 990	700 000
Koweït	11 217	12 364	15 000
Tanzanie	227 000	360 000	372 000

Pays où le pourcentage des effectifs touchés en 1967 par rapport au nombre total des illettrés de plus de 15 ans est inférieur à 5 %

Birmanie		123 713	244 462
République du Congo	6 995	11 752	20 000
El Salvador	13 271	15 538	17 000
Mali	26 154	57 364	60 000
Niger	10 819	16 176	16 807
Sénégal	900	4 000	7 000

Pays aux effectifs alphabétisés stationnaires ou en régression

Pays	1965	1966	1967
République de Corée	20 000	17 000	
Équateur	31 433	26 000	
Grèce	24 054	21 842	23 000
Guatemala	29 220	25 842	
Libye	22 661	20 157	
Pérou	96 132	39 352	
Malaisie	245 845	243 660	259 162

Les modes d'action

A la complexité des opérations d'alphabétisation, avec leurs multiples aspects économiques, éducatifs, sociaux, politiques, techniques et psychologiques, correspond nécessairement une très grande variété dans les modes d'action : conceptualisation, programmation et mise en œuvre des activités d'alphabétisation ; méthodes d'apprentissage de la lecture et de l'écriture et modes d'intégration de l'alphabétisation à l'initiation ou à la formation professionnelle ; formation du personnel enseignant et emploi de moyens techniques permettant de moderniser et d'accroître l'efficacité d'activités trop souvent empreintes de traditionalisme et de conservatisme.

Modernisation des approches

Pour être en mesure de lier l'alphabétisation aux priorités du développement, il est indispensable de prendre en considération les transformations de nature très différente qui ne cessent de s'opérer. Tout d'abord — et l'on ne s'en est avisé que progressivement après Téhéran — l'enrichissement considérable du contenu de l'alphabétisation et de sa portée prend appui, implicitement, sur une notion beaucoup plus complexe du phénomène de l'analphabétisme dans ses rapports avec le sous-développement. Du même coup, on s'explique mieux que l'impératif de la liaison avec le développement ait conduit non seulement à déterminer comment l'alphabétisation peut s'insérer dans le développement, mais aussi à décider quelles sont les nécessités du développement que l'alphabétisation peut contribuer à satisfaire. C'est pourquoi, loin d'être fortuites, des activités comme celles qui sont mentionnées ci-après s'inscrivent dans un ensemble cohérent : planification par le Comité national d'alphabétisation gabonais des activités en fonction des besoins prioritaires de certains secteurs économiques ; entreprise d'alphabétisation des travailleurs du tabac dans le Nigeria ; projets brésiliens à l'intention de la main-d'œuvre analphabète engagée dans la construction du barrage d'Urubupunga et dans les systèmes d'électrification ; programme d'alphabétisation de Hyderabad, en Inde, à l'intention des agriculteurs travaillant dans le High Yield Crop Varieties Programme ; organisation, par les conseils ouvriers des usines yougoslaves, de programmes d'éducation ouvrière et d'alphabétisation liée à la formation professionnelle, etc.

Vers l'alphabétisation fonctionnelle

Acceptée en tant qu'idée, la transformation des méthodes et des contenus de l'alphabétisation traditionnelle en vue de rendre celle-ci fonctionnelle constitue sans doute la tâche la plus difficile à l'heure actuelle. A cet égard, il est très encourageant de constater qu'un nombre croissant d'éducateurs et de techniciens s'y attellent et qu'ils la considèrent comme partie intégrante de la modernisation de l'éducation en général. Cette identification de l'alphabétisation fonctionnelle au progrès de toute l'action éducative a été pressentie et mise en relief par le Directeur général de l'Unesco lorsqu'il déclarait, à propos

des projets d'alphabétisation fonctionnelle, qu'ils « devront être préparés en quelque sorte sur mesure — sur la mesure du concret — et que cette adaptation des moyens aux buts et aux situations pourra exercer sur l'ensemble des pratiques éducatives une influence vivifiante ». (« L'Unesco et l'alphabétisation des adultes », allocution prononcée par le Directeur général à l'ouverture de la première session du Comité consultatif international de liaison pour l'alphabétisation, tenue à Paris du 5 au 9 juin 1967.)

On assiste à une multiplication des efforts en vue de lier l'alphabétisation, même lorsque celle-ci conserve un caractère scolaire dans ses méthodes d'apprentissage, avec la formation professionnelle, civique, politique, etc.

A Madagascar, au Niger, au Sénégal, l'alphabétisation se conjugue à des opérations d'animation rurale. Dans d'autres pays d'Afrique (Ghana, Malawi, Nigeria), d'Asie (Inde, Malaisie, Pakistan, République du Viêt-nam) et d'Amérique latine (République dominicaine, Haïti), elle s'insère plus profondément qu'auparavant dans les tâches du développement communautaire.

En Tunisie, l'alphabétisation est implantée dans des unités de production agricole et industrielle et constitue une véritable opération de formation sociale et économique générale qui vise essentiellement à favoriser la sensibilisation aux problèmes du développement.

En Indonésie, où le programme d'alphabétisation du *Pancha Marga* est en cours, l'alphabétisation et l'éducation des adultes font partie d'un processus de développement à long terme.

A Cuba, la campagne d'alphabétisation vise, comme complément aux efforts entrepris en 1961, à faire parvenir les adultes au niveau de la sixième année d'études, afin de les intégrer entièrement aux tâches de construction économique et sociale. Le caractère fonctionnel de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes est mis en évidence par l'élaboration de programmes en étroite relation avec les activités de l'Institut de la réforme agraire, du Ministère de l'industrie et de formation de techniciens moyens, etc.

La méthode psychosociale d'alphabétisation mise en œuvre au Chili s'efforce de contribuer d'une manière fonctionnelle à l'éducation sociale; cette méthode fait appel à la dynamique du groupe et à l'utilisation du dialogue afin de développer l'esprit critique et la prise de conscience des problèmes communaux et nationaux.

Le renforcement de l'aspect fonctionnel de l'alphabétisation de la main-d'œuvre migrante mérite d'être souligné. Parallèlement au développement des courants migratoires vers les pays développés, le problème de l'alphabétisation et de l'initiation professionnelle des travailleurs non qualifiés s'impose dans les pays qui se sont libérés de l'analphabétisme depuis longtemps — problème dont se préoccupent les autorités gouvernementales ainsi que des associations créées à cet effet, en étroite collaboration avec les syndicats. En France, par exemple — où l'alphabétisation en faveur des travailleurs migrants est accomplie par diverses associations en collaboration avec le Ministère de l'éducation nationale, le Ministère des affaires sociales et le Secrétariat d'État aux affaires étrangères chargé de la coopération — on se propose de favoriser l'accès des travailleurs migrants à un mode d'existence différent du leur et de contribuer à leur formation professionnelle en les préparant à devenir des agents de développement dans leurs sociétés d'origine.

L'apprentissage de la lecture

Les méthodes propres à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture sont très diverses et nombre d'entre elles revêtent encore un caractère expérimental.

Plusieurs pays ont opté pour une approche s'inspirant de la méthode globale. Au Cameroun, par exemple, on emploie une méthode globale à prédominance syllabique répondant aux besoins des milieux à alphabétiser et présentant un vocabulaire de 850 mots immédiatement utilisables. Dans la République du Congo, les adultes apprennent à associer les consonnes et les voyelles sans pour autant décomposer les mots appris globalement. Au Niger, l'enseignement débute par l'apprentissage du français parlé, qui est la langue officielle, puis passe au français écrit au moyen de l'apprentissage global de mots et de syllabes. Au Sénégal, une méthode idéographique globale, élaborée par l'équipe du bureau d'alphabétisation du Ministère de l'éducation populaire de la jeunesse et des sports, a été utilisée.

D'autres pays ont opté pour des méthodes différentes. Ainsi, le Malawi et la Tanzanie ont mis en œuvre leurs programmes d'apprentissage de la lecture et de l'écriture en suivant la méthode analytique. De leur côté, la Côte-d'Ivoire, l'Équateur et l'île Maurice ont opté pour une méthode mixte, analytico-synthétique. La République dominicaine, El Salvador et le Guatemala ont choisi une méthode dite « des mots nouveaux » abandonnée depuis par le Guatemala au profit de la méthode globale. Madagascar vient d'introduire, en 1967, une nouvelle méthode, semi-globale, qui part de phrases relatives aux préoccupations des milieux ruraux auxquels elle s'adresse. La Zambie poursuit son programme d'après la méthode Laubach. L'Espagne, après plusieurs essais, a opté pour une méthode qui part du mot en tant qu'unité morphologico-sémantique. Le Chili vient d'adopter une nouvelle méthode dite « psychosociale », élaborée par l'équipe spécialisée de la Jefatura de Planes extraordinarios de Educación de adultos (Direction des plans extraordinaires d'éducation des adultes).

Par ailleurs, certains pays d'Asie et d'Amérique latine emploient simultanément plusieurs méthodes d'apprentissage de la lecture et de l'écriture. On peut citer, parmi ceux-ci, l'Argentine, la Birmanie, le Népal, le Pérou et le Pakistan. En Birmanie, la méthode choisie devra s'inspirer du caractère monosyllabique de la langue, alors que jusqu'à présent la campagne d'alphabétisation avait été accomplie suivant une méthode à base de phrases. En Argentine, la pluralité des méthodes employées est imputable à la diversité de formation des enseignants du système scolaire qui, en même temps, prêtent leur concours en tant qu'instructeurs dans les entreprises d'alphabétisation. La méthode globale, la méthode « des mots générateurs », la méthode éclectique et la méthode Gattegno se côtoient sans que pour autant l'une ou l'autre soit obligatoire. Par contre, la diversité méthodologique au Pérou a finalement conduit à adopter la méthode dite « Proesco ».

Tout cela témoigne d'une variété considérable de points de vue sur les méthodes pédagogiques utilisées. Il est évident que c'est un domaine où l'échange d'expériences et l'approfondissement scientifique des pratiques en cours, de même que l'évaluation des résultats obtenus par des méthodes diverses, deviennent extrêmement nécessaires.

Le matériel de lecture

Des efforts importants ont été entrepris depuis 1965 dans le domaine des publications à l'intention des analphabètes et de leurs instructeurs. Voici quelques exemples de publications, classées par régions :

Afrique : Cameroun, 3 livrets de lecture tirés à 252 000 exemplaires; République du Congo, deux livrets de lecture (11 000 exemplaires) et un livret de calcul à l'intention des instructeurs; Côte-d'Ivoire, une méthode de lecture pour l'alphabétisation traditionnelle et une méthode pour l'alphabétisation télévisée; Niger, deux brochures périodiques mensuelles comprenant le programme de lecture-écriture; Sénégal, deux brochures, l'une pour analphabètes et l'autre pour semi-analphabètes, et un livret de conseils pédagogiques; Tanzanie, un livret pour adultes (400 000), un guide pour instructeurs et un guide pour chefs de groupe; Zambie, 7 séries de livrets (49 brochures) et 42 livrets de postalphabétisation.

Asie : Birmanie, un premier livret de lecture (510 000 exemplaires), un manuel pour instructeurs et deux livrets supplémentaires (300 000 exemplaires); Malaisie, 22 manuels et livrets; Népal, un manuel d'alphabétisation; Thaïlande, deux manuels (34 000 exemplaires) et diverses brochures (47 000).

Pays arabes : Algérie, deux livrets de lecture (arabe et français) avec des fiches appropriées; Koweït, deux livrets de lecture-écriture; Syrie, un livre de lecture et un livre de calcul.

Amérique latine : Argentine, 3 livrets de lecture et d'écriture et un livret de calcul; Chili, 4 livres de calcul, 4 livres sur les problèmes de la vie quotidienne des adultes, 3 livres de lecture, et un manuel décrivant la méthode psychosociale; Colombie, 4 livres de lecture; Équateur, un livret de lecture (123 000 exemplaires) et des livres d'éducation civique, de géographie, d'histoire, d'hygiène, de grammaire (chacun à 20 000 exemplaires); Guatemala, des livrets d'alphabétisation (150 000 exemplaires) et un livre pour instructeurs; Haïti, un livret d'initiation à la lecture, deux livrets de lecture additionnels et un manuel pour instructeurs; Mexique, un nouveau livret consacré à l'alphabétisation par les moyens audio-visuels.

Journaux. Des expériences très intéressantes consistant à publier des journaux spéciaux ou à insérer dans les hebdomadaires des pages destinées aux adultes néo-analphabètes ont été conduites en vue d'entretenir chez ceux-ci l'intérêt pour la lecture et de traiter à leur niveau des sujets appropriés. On trouve de tels journaux dans plusieurs pays : Cameroun, Espagne, Guatemala, Haïti, Kenya, Madagascar, Népal, etc. Par ailleurs, les activités en faveur de l'alphabétisation ont fait l'objet, dans beaucoup de cas, d'articles ou de pages spéciales dans la presse régulière de divers pays : Ceylan, République du Congo, Équateur, Mali, Paraguay, Syrie, etc.

La modernisation des méthodes

Afin de renforcer et parfois de remplacer les moyens et le matériel « classiques » et d'exploiter le pouvoir d'attraction de l'image et du son, les moyens audio-visuels ont été utilisés par certains pays dans leurs programmes d'alphabétisation. La gamme des moyens employés est extrêmement étendue et va de la simple affiche au circuit de télévision.

La *radio* a été utilisée dans la mise en œuvre de certains programmes d'alphabétisation. Dans presque tous les pays, elle a été employée en vue de favoriser les motivations et de toucher l'opinion publique; dans certains cas, elle a servi soit pour enseigner une langue d'alphabétisation autre que la langue maternelle, soit pour l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, soit pour guider les moniteurs d'alphabétisation.

Parmi les pays où la radio a apporté un appui direct aux programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes, on peut citer l'Éthiopie, où un programme expérimental d'alphabétisation par radio a été lancé en 1965; Madagascar, où plusieurs centaines de postes récepteurs ont été mis à la disposition des centres d'alphabétisation; le Mali, où l'émission « L'école à la radio » est diffusée chaque soir pour le public parlant le bambara; le Niger, où la radio fait une grande place aux émissions éducatives et sert également à l'apprentissage du français parlé; l'Iran, où un émetteur est spécialement utilisé pour la lutte contre l'analphabétisme dans la région de Chazwin; Ceylan, où chaque centre d'alphabétisation possède son poste récepteur; le Népal, où un programme d'éducation des adultes est diffusé une fois par semaine; la Malaisie, où les centres d'alphabétisation ont été dotés de 1 540 postes récepteurs; l'Argentine, où la radio est utilisée pour alphabétiser les populations éparses; le Guatemala, où fonctionnent des écoles radiophoniques; le Mexique, où depuis 1966 des cours d'alphabétisation sont transmis par la radio; le Pérou, où les écoles abritant des cours d'alphabétisation ont été dotées de 1 300 récepteurs; les États-Unis, l'Espagne, la Jamaïque, etc.

Le *cinéma* demeure un auxiliaire précieux, notamment pour les campagnes de motivation et pour la vulgarisation de thèmes éducatifs. El Salvador et la Tunisie, notamment, l'ont utilisé avec un succès tout particulier.

L'usage de la *télévision* comme moyen d'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul, est encore limité à un petit nombre de pays et revêt souvent un caractère expérimental; il ouvre néanmoins des perspectives de changements profonds. Au nombre des pays qui ont utilisé jusqu'à présent la télévision pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes il faut citer les suivants : Brésil, Côte-d'Ivoire, États-Unis d'Amérique, Ghana, Iran, Italie, Jamaïque, Mexique, Pérou, République arabe unie, Sénégal. L'utilisation de la télévision est également prévue au Chili, en Éthiopie, en Inde et en Ouganda. En Côte-d'Ivoire l'expérience commencée par le centre audio-visuel du Ministère de la jeunesse en novembre 1963 pour l'alphabétisation des ouvriers des entreprises d'Abidjan s'est prolongée jusqu'au 10 mai 1967. Au Mexique, la Direction générale d'éducation audio-visuelle du Secrétariat de l'éducation publique a diffusé, en 1966, une émission expérimentale en circuit fermé qui a été par la suite diffusée par un canal commercial et couvre aujourd'hui la totalité du pays. Un livret spécialement élaboré en fonction d'une alphabétisation par la télévision est distribué gratuitement aux téléspectateurs intéressés. A la Jamaïque, depuis 1965, une expérience d'utilisation simultanée de la télévision et de la radio a été réalisée en circuit fermé. Le lancement d'un programme plus vaste, portant sur 120 classes, est prévu pour le 8 septembre 1967, journée internationale de l'alphabétisation. Au Pérou, un programme d'alphabétisation et d'éducation des adultes par la télévision, entrepris en 1965, a connu une certaine expansion.

On peut affirmer, d'une manière générale, que l'utilisation des moyens audiovisuels favorise la modernisation des processus d'enseignement et de la formation. Dans de nombreux cas, il ne s'agit encore que d'expériences qu'il importe d'approfondir et d'évaluer; très souvent, les divers moyens sont utilisés parallèlement et sans faire l'objet d'un effort d'intégration, mais certaines tentatives commencent à être faites dans cette direction.

Personnel enseignant.

Le passage de l'alphabétisation traditionnelle — simple apprentissage de la lecture et de l'écriture — à une alphabétisation fonctionnelle, réalisée dans le cadre de programmes d'initiation ou de formation professionnelles, s'accompagne nécessairement de changements dans le recrutement et la formation des instructeurs. Il s'avère, en effet, que les personnes directement chargées de la formation professionnelle sont tout naturellement les plus aptes à pratiquer l'alphabétisation fonctionnelle; l'intégration de l'alphabétisation dans le processus de formation ne peut, manifestement, que contribuer au renforcement des qualifications professionnelles.

Dans la plupart des pays, ce sont encore principalement les instituteurs qui, en plus de leur travail propre, font des cours d'alphabétisation à l'intention des adultes. Il en est ainsi, pour l'*Afrique* : de la Côte-d'Ivoire, de l'Éthiopie, du Niger, du Nigeria et du Sénégal; pour l'*Asie* : de la Birmanie, de Ceylan, de l'Inde, du Laos, du Pakistan et de la Thaïlande; pour les *États arabes* : de l'Arabie saoudite, de la Jordanie, de la Libye et de la Syrie; pour l'*Amérique latine* : de l'Argentine, de l'Équateur, du Guatemala et du Paraguay. Il convient également de citer le Canada, les États-Unis d'Amérique, la Grèce, Malte et la Pologne.

On a constaté que les instituteurs, s'ils possèdent une formation adéquate, risquent cependant de rester quelque peu prisonniers des formes de pensée et des méthodes pédagogiques traditionnelles, et qu'il peut leur être difficile de s'adapter à une véritable approche fonctionnelle.

Aussi commence-t-on à faire appel à d'autres personnes : moniteurs d'agriculture et infirmiers au Niger, agents du développement rural au Laos, moniteurs détachés dans les chantiers-écoles au Sénégal, cadres d'entreprise en Tunisie, etc.

Dans d'autres pays, tels que l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie, la nécessité de former rapidement les ouvriers qualifiés que requiert le fonctionnement d'entreprises industrielles nouvelles a conduit à recourir systématiquement à des moniteurs que l'on recrute parmi les agents de maîtrise et auxquels on donne une formation appropriée.

Cette tendance est peut-être encore plus nette dans les pays où la masse des moniteurs d'alphabétisation se recrute non pas parmi les enseignants scolaires, mais parmi les volontaires qui travaillent quelques heures par semaine et appartiennent aux couches les plus instruites de la population. C'est le cas du Cameroun, de Madagascar, de la Tanzanie et de la Zambie en *Afrique*, de la Malaisie en *Asie* et d'El Salvador, d'Haïti, de la Jamaïque, du Venezuela en *Amérique latine*.

Recherches

Les activités de recherche semblent être en nette expansion dans beaucoup de pays. Elles s'inscrivent dans l'ensemble des efforts entrepris au lendemain du Congrès de Téhéran et elles ont joué un rôle non négligeable dans l'évolution des idées et des pratiques.

Ces efforts d'approfondissement, qui se sont orientés dans plusieurs directions, ont été accomplis :

a) Par des *psychologues* qui, soucieux de favoriser au maximum la participation de l'analphabète, ont été amenés à définir la « méthode psychosociale ». (Exprimée dans une publication du Ministère chilien de l'éducation, cette méthode, où l'on trouve parfois comme un écho de la méthode brésilienne de la « conscientisation », met l'accent sur le changement de structure mentale qu'il s'agit d'obtenir par l'alphabétisation en rendant les masses plus réceptives à l'implantation de la science et de la technique.)

b) Par des *ingénieurs*, dont la préoccupation majeure n'est pas, au départ, la phénoménologie de l'analphabétisme, mais la mise en œuvre efficace de projets de développement économique. (C'est ainsi que la promotion technique des travailleurs analphabètes a été reconnue, en particulier dans certains pays arabes, comme l'une des conditions du développement, ce qui signifie, en définitive, l'intégration de l'alphabétisation et de la formation professionnelle dans l'entreprise.)

c) Par les *enseignants*, qui se sont progressivement aperçus que, dans le domaine de l'alphabétisation, l'activité pédagogique isolée conduit rarement à des résultats efficaces et durables. (A cet égard les récentes recherches sur les méthodes d'apprentissage de la lecture, mises au point dans de nombreux pays, constituent un net progrès dans le sens d'une spécification de l'action pédagogique.)

La contribution de véritables novateurs apparaît nettement dans ces efforts de recherche. Après un certain nombre d'expériences positives aux États-Unis, l'introduction de l'enseignement programmé constitue une innovation importante, de nature à accroître l'efficacité et la rentabilité des méthodes d'alphabétisation. D'ores et déjà, il s'avère que la programmation des instructions pédagogiques destinées aux moniteurs rend plus facile l'emploi d'un personnel ne possédant pas une formation complète.

Enfin, une nette tendance se dessine, depuis Téhéran, en faveur de la mise en œuvre de *recherches interdisciplinaires* qui portent dès maintenant sur des thèmes très divers : unité de formation dans la zone de développement, contenu de l'alphabétisation fondé sur les centres d'intérêt de la vie quotidienne en milieu rural ou urbain en France; problèmes des motivations socio-professionnelles (en Amérique latine); méthodes nouvelles de formation des différents cadres engagés dans l'alphabétisation (en Hongrie); l'aspect fonctionnel du message oral en milieu rural africain. Aux États-Unis d'Amérique une douzaine de projets de recherche directement liés à l'alphabétisation des adultes ont été entrepris, depuis 1965.

Dans cette même perspective, on peut mentionner les activités du Centre d'études et d'application pédagogiques de l'Électricité de France, à Gurey-le-

Châtel, qui effectue des recherches en liaison permanente avec tous les organismes français intéressés concernés par la formation professionnelle des adultes, ainsi qu'avec le concours de pédagogues, de psychologues et de sociologues, tant français qu'étrangers.

On peut dire, pour conclure, que ces études font apparaître les liens qui existent entre l'analphabétisme, les différents facteurs socio-économiques et le contexte général du sous-développement, et qu'elles révèlent les multiples composantes de ce phénomène.

La lutte contre l'analphabétisme, semblable à celle qui est menée contre le sous-développement, doit se modeler sur celle-ci. Et c'est pour devenir, comme elle, multidimensionnelle, que l'alphabétisation fonctionnelle commence à prendre appui sur l'action en faveur du développement.

La coopération internationale

Le bilan des efforts nationaux met en relief la nécessité et la réalité de la coopération internationale en matière d'alphabétisation :

Nécessité, car l'ampleur des progrès qui restent à accomplir, sous l'angle des méthodes de planification et des modalités d'exécution, requiert, au-delà d'une confrontation des expériences nationales, une véritable expérimentation à l'échelle du monde entier. Telle est en particulier la signification du programme expérimental mondial.

Réalité, car les progrès accomplis s'appuient souvent sur une contribution non négligeable de l'assistance internationale. La notion de coopération internationale a considérablement progressé au cours des deux dernières années, elle ne peut que continuer à le faire tant il est devenu évident que l'élimination de cet obstacle au développement qu'est l'analphabétisme répond aussi bien à l'intérêt des pays où le mal demeure qu'à celui des pays qui s'en sont libérés.

Élaboration de conceptions nouvelles

La nouvelle approche, selon laquelle l'alphabétisation doit être liée aux objectifs du développement économique et social, a été élaborée progressivement par plusieurs conférences internationales : la treizième session de la Conférence générale de l'Unesco en 1964, la Conférence internationale de l'instruction publique en 1965 et, la même année, le Congrès de Téhéran. Mais l'élaboration d'idées nouvelles, s'est poursuivie, après Téhéran, dans trois grandes directions :

a) L'étude approfondie et progressive des aspects particuliers des divers domaines relevant de l'alphabétisation : implications pédagogiques, administratives, méthodologiques, techniques et financières d'une action qui acquiert une dimension mondiale. Les conférences régionales des ministres de l'éducation (à Bangkok, novembre 1965; à Tripoli, avril 1966; à Buenos Aires, juin 1966), la Conférence régionale latino-américaine sur les problèmes de l'alphabétisation (à Caracas, mai-juin 1966), les séminaires organisés en 1966 par les centres régionaux (à Simla, à Dakar, à Sirs-el-Layyan), les rencontres tenues par de nombreuses organisations internationales non gouvernementales ont constitué autant

d'étapes importantes de cette évolution et ont favorisé l'élaboration de conceptions nouvelles;

b) L'élargissement ou l'intensification de la coopération internationale en vue de développer les programmes d'alphabétisation des adultes. Il a fallu pour assurer la mise en œuvre de cette idée élargir l'éventail des ressources et des modalités de financement. C'est ce que n'ont pas manqué de faire les 20^e et 21^e sessions (décembre 1965 et décembre 1966) de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil économique et social à sa 41^e session (juillet 1966) et la Conférence générale de l'Unesco à sa quatorzième session (novembre 1966). Pour ce qui est de celle-ci, il convient de souligner qu'un nouveau seuil a été franchi lorsqu'elle a décidé d'inclure dans le programme de l'Organisation pour les années 1967-1968 trois catégories distinctes d'entreprises d'alphabétisation : celles qui font appel aux ressources nationales complétées par une assistance multilatérale, celles qui reposent sur les seules ressources nationales et celles qui sont financées à l'aide de ressources nationales complétées par l'assistance bilatérale. En outre, le développement des différentes formes de coopération s'est traduit par l'élaboration d'une quatrième catégorie, dans laquelle figurent des entreprises de développement rural ou industriel comportant un indispensable élément d'alphabétisation;

c) La mise en œuvre du programme expérimental mondial d'alphabétisation.

Le programme mondial

La mise en œuvre du programme expérimental mondial d'alphabétisation constitue une des responsabilités essentielles de la communauté internationale, et particulièrement de l'Unesco. Le programme se compose d'un certain nombre d'entreprises d'alphabétisation fonctionnelle. Nombre de pays souhaitent entreprendre de telles expériences sur leur propre territoire, d'autres souhaitent que le programme leur apporte des réponses à certaines questions fondamentales : quelle contribution l'alphabétisation fonctionnelle peut-elle apporter à la solution des problèmes du développement économique et social ? quelle est la rentabilité des investissements pour l'alphabétisation des adultes ? comment planifier un programme efficace d'alphabétisation de la main-d'œuvre agricole ? quels sont les moyens techniques et les méthodes pédagogiques les plus efficaces ?, etc.

Quarante-huit pays appartenant à toutes les régions du monde ont manifesté leur désir de participer au programme expérimental et leur intention d'affecter des ressources importantes au lancement de projets d'alphabétisation fonctionnelle. Ce fait à lui seul démontre que, dans le monde entier, des pays aux régimes et aux structures les plus différents considèrent que l'analphabétisme constitue un obstacle à la solution de problèmes cruciaux. Ces 48 pays sont les suivants : en *Afrique*, Cameroun, République du Congo, Éthiopie, Ghana, Guinée, Kenya, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, île Maurice, Niger, Nigeria, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Togo, Zambie; en *Amérique latine*, Bolivie, Brésil, Costa Rica, République dominicaine, El Salvador, Équateur, Guatemala, Haïti, Honduras, Panama, Paraguay, Pérou, Vene-

zuela; dans les *États arabes*, Algérie, Irak, Libye, République arabe unie, Syrie et Tunisie; en *Asie*, Afghanistan, Inde, Iran, Malaisie, Népal, Pakistan, Philippines et République du Viêt-nam; en *Europe*, Turquie.

Soucieuse de répondre au désir qu'ont ces pays de participer au programme expérimental et de planifier d'une manière plus cohérente leurs activités dans ce domaine, l'Unesco s'est attachée à leur envoyer des missions. Depuis le milieu de l'année 1965 de telles missions se sont rendues ou vont se rendre dans les pays suivants :

1965

Algérie, Équateur, Éthiopie, Guinée, Iran, Mali, Pakistan, Soudan, Tanzanie, Venezuela.

1966

Camroun, République du Congo, Inde, Madagascar, Malawi, Niger, Togo.

1967

Afghanistan, Bolivie, Brésil¹, Ghana¹, Libye¹, Malaisie, île Maurice¹, Népal, Nigeria¹, République arabe unie, Zambie.

Les missions ont aidé les gouvernements à élaborer des projets d'alphabétisation fonctionnelle et, dans certains cas, à préparer des demandes d'assistance internationale. Le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a accordé une aide financière considérable pour la mise en œuvre de semblables projets en Algérie, en Équateur, en Guinée, en Iran, au Mali et en Tanzanie. Le montant total de l'aide du PNUD s'élève à 7 517 000 dollars et représente 34,5 % du coût global des entreprises correspondant à la période fixée pour l'aide internationale, qui varie entre quatre et six ans.

Agent d'exécution de ces projets, l'Unesco est chargée, d'une part, de faire bénéficier de ces entreprises originales d'alphabétisation fonctionnelle toute l'expérience internationale et, d'autre part, de mettre ultérieurement à la disposition de la communauté internationale les fruits des expériences nationales. Le Venezuela s'est déclaré prêt à participer au programme mondial sans recevoir pour autant une aide financière extérieure. La Libye et la Zambie ont fait savoir qu'elles étaient disposées à procéder de même.

On commence à entrevoir les grandes lignes d'une vaste entreprise internationale qui constitue à la fois le résultat des efforts conceptuels, l'amorce d'activités essentiellement opérationnelles, et la somme des apports provenant des pays en voie de développement eux-mêmes, de certains programmes bilatéraux et de l'ensemble des organismes des Nations Unies (lesquels n'avaient encore jamais accordé dans le passé une aide aussi considérable à l'élimination de ce facteur de sous-développement qu'est l'analphabétisme).

1. Missions prévues pour 1967.

Clarifications progressives

L'essor de la coopération internationale est accompagné d'une série de clarifications progressives et est marqué par un changement profond dans les techniques de planification et de financement de l'alphabétisation.

De la localisation géographique à la définition des secteurs d'activités

Dans la pratique, l'effort des États pour lier l'alphabétisation au développement économique n'allait pas au-delà d'une localisation géographique des projets en fonction des priorités du développement.

Une étape importante a été franchie lorsqu'on a reconnu que cette considération purement géographique débouchait sur une diversification insuffisante des programmes d'alphabétisation. Dès lors, la coopération internationale se devait d'aider les États à dépasser ces limites et à accomplir de nouveaux progrès. Il fallait tout d'abord analyser la diversité des besoins des différents secteurs d'activités, des entreprises, des diverses catégories de la population adulte. A cet égard, la mise en œuvre des projets du programme expérimental représente un nouveau progrès sur le plan fonctionnel.

Vers l'incorporation de l'alphabétisation aux projets de développement

Pour franchir cette étape, il fallait s'acheminer vers de nouvelles méthodes de planification. On s'est en effet très vite aperçu qu'il s'agissait d'incorporer à certains projets de développement économique la composante d'alphabétisation fonctionnelle qui s'y rattache, en mettant en évidence les besoins en formation des travailleurs analphabètes, car les programmes d'alphabétisation doivent être conçus en fonction de l'échéancier des besoins en matière de formation, qui dépend lui-même du plan de développement : industrialisation, lancement de nouvelles unités de production, irrigation de nouvelles terres, introduction de nouvelles techniques agricoles, etc. C'est cet échéancier qui doit commander la nature des activités en faveur de l'alphabétisation, la durée des cycles de formation et le calendrier des opérations.

Cette approche nouvelle s'est tout naturellement inscrite dans la volonté de lier étroitement l'éducation au développement, que partageaient le programme des Nations Unies pour le développement et l'Unesco, et qui tendait à renforcer la cohérence des actions entreprises dans les divers secteurs par une coopération organique plus poussée entre les diverses organisations du système des Nations Unies.

Vers une évolution des méthodes de financement

Dans la pratique, les États membres n'ont pas encore tiré les conséquences de ces conceptions nouvelles sur le financement de l'alphabétisation. C'est ce décalage considérable que la Conférence de Caracas soulignait en juin 1966, en constatant que la question du financement était incontestablement l'un des problèmes les plus difficiles pour les pays de la région et que ces derniers souffraient de la disparité qui existe entre les institutions et les buts auxquels elles tendent,

ainsi qu'entre les systèmes classiques de financement et les perspectives nouvelles de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes.

Les premiers projets d'alphabétisation fonctionnelle sont le résultat de ce développement conceptuel et attestent que la coopération internationale a permis d'élaborer des conceptions qui commencent à trouver leur application dans les différents programmes d'alphabétisation et de développement et qui contribuent à éclairer divers aspects de l'aide internationale elle-même.

Premiers projets expérimentaux

Si certains principes communs ont naturellement présidé à l'élaboration des premières entreprises expérimentales d'alphabétisation fonctionnelle, les projets pilotes mis en œuvre dans les sept premiers pays couvrent une grande variété de situations économiques, sociales, et éducatives.

Algérie. Le programme concerne à la fois le secteur agricole et deux centres industriels importants. Un des sous-projets est organisé dans le secteur agricole autogéré de la région rurale de Staouéli; un autre se situe dans la zone industrielle d'Arzou, où un complexe pétrochimique se développe grâce à la construction du gasoduc d'Assi R'mer, tandis que le troisième sous-projet concerne la région d'Annaba, où un complexe sidérurgique est en cours d'édification et où le secteur irrigué de Bounamoussa est en cours d'aménagement. Ce programme a pour objectif l'alphabétisation fonctionnelle de 110 000 adultes ouvriers et agriculteurs. La formation qui sera donnée, soit en arabe, soit en français, ne concerne pas seulement l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul, mais aussi les qualifications techniques et professionnelles tant industrielles qu'agricoles des travailleurs. Elle vise également à relever le niveau général de connaissances de ceux-ci et de leur famille.

Équateur. L'objectif de ce projet, qui sera exécuté dans différentes parties du pays, et dans des régions économiquement hétérogènes, est de démontrer d'une manière mesurable l'effet de l'alphabétisation fonctionnelle sur le développement économique. Dans une des régions, celle de Cuenca, on s'efforce de reconvertir l'économie locale; un programme de petites industries y est en voie d'exécution; dans le canton Milagro, dont l'économie est basée sur l'exportation de produits agricoles, des coopératives rurales commencent à se développer dans le cadre de la réforme agraire. L'Institut de la réforme agraire y conduit une expérience de développement rural dont les différentes phases seront coordonnées avec le programme d'alphabétisation fonctionnelle. Un troisième sous-projet a pour cadre une grande exploitation agricole où l'on procède à la répartition des terres et à la modernisation des modalités de production et de modes d'existence. Le programme est destiné à plusieurs dizaines de milliers d'analphabètes et à plusieurs dizaines de milliers de semi-analphabètes.

Guinée. Le projet, dont la mise en œuvre n'a pas encore commencé, concerne essentiellement l'alphabétisation des agriculteurs de trois régions très importantes

pour la production de denrées alimentaires, ainsi que la création, dans la capitale, d'un centre de production de manuels de lecture pour l'alphabétisation fonctionnelle. Une partie du projet prévoit aussi l'alphabétisation fonctionnelle de plus de 3 500 ouvriers de nouvelles entreprises industrielles.

Iran. L'entreprise comporte deux sous-projets, l'un dans la région agricole du Grand Dez, siège d'un vaste plan d'irrigation, l'autre dans la ville d'Ispahan, où se posent à la fois des problèmes agricoles et industriels. L'importance du sous-projet du Grand Dez réside principalement dans le fait qu'il s'agit d'une zone témoin, point de départ d'une vaste entreprise d'irrigation, où la modernisation de l'agriculture est freinée par l'analphabétisme de la population; à Ispahan, agglomération en pleine expansion, le sous-projet a pour but d'accroître les qualifications et la productivité des ouvriers, ainsi que de préparer l'incorporation de la population analphabète des villages environnants et des chômeurs de la région dans les nouvelles industries qui seront implantées dans la ville.

Mali. Le projet pilote doit contribuer à accroître la productivité de ceux qui cultivent le coton et le riz dans la région de Ségou et des salariés des entreprises d'État, dans les secteurs secondaire et tertiaire, à Bamako. A Ségou, le programme intéresse une population de près de 100 000 adultes analphabètes, dont une partie se trouve dans la zone irriguée par les soins de l'Office du Niger, organisme public autonome chargé de la mise en valeur du delta central du Niger. L'alphabétisation fonctionnelle sera faite en français ou en bambara, et doit durer deux ans.

Tanzanie. Entièrement concentré dans les zones rurales, ce projet touche quatre régions situées à l'extrémité méridionale du lac Victoria, qui bénéficie d'une priorité dans le cadre du plan quinquennal de développement. Il vise à faciliter le développement de cette zone, notamment par l'application de vastes projets d'irrigation et de mécanisation de la culture du coton et du café. La formation sera faite en swahili. Pour la mise en œuvre de ce projet on fera appel à des instructeurs de types différents : instituteurs, fonctionnaires de l'État, dirigeants des coopératives et des syndicats, qui recevront une formation préliminaire et se perfectionneront en cours d'exécution du projet. La diversité du personnel instructeur devrait contribuer à assurer l'équilibre entre les aspects éducatifs, sociaux et professionnels de ce projet et favoriser leur développement simultané.

Venezuela. Dans l'État de Bolivar, les activités prévues s'inséreront dans le cadre de la mise en valeur des ressources hydro-électriques, minières et forestières de la région; le vaste programme d'irrigation et d'électrification des campagnes qui est prévu exige l'alphabétisation d'urgence d'environ 20 000 adultes, l'organisation de cours d'un niveau plus élevé pour 27 000 adultes et la formation professionnelle de 13 000 agriculteurs. Dans l'État de Portuguesa, une des régions agricoles les plus prospères du pays, un programme d'alphabétisation portant sur plus de 35 000 personnes est envisagé. Un projet lié à la migration rurale et l'urbanisation intensive de l'État de Lara constitue un aspect particulièrement original de cette entreprise pilote.

Deux aspects essentiels caractérisent l'ensemble de ces projets :

a) L'évaluation des résultats, pendant toute la durée de l'entreprise, est une composante indispensable des activités opérationnelles. Beaucoup plus que d'une recherche académique, il s'agit là d'une recherche orientée vers l'action, visant à mesurer l'efficacité des modes d'action et à en tirer des leçons pour l'action future. Aussi le programme expérimental tend-il à couvrir un éventail de secteurs d'activité aussi complet que possible, allant des secteurs industriels de pointe comme la pétrochimie à une agriculture sortant de l'économie de subsistance.

b) Les méthodes pédagogiques et les moyens techniques utilisés diffèrent d'un pays à l'autre, de manière à favoriser l'expérimentation et la comparabilité des approches.

Le coût total de ces sept projets s'élève à plus de 34 millions de dollars et se répartit comme suit :

	Coût total (en dollars)	Contribution nationale (en dollars)	Acide I NUB (en %)	
Algérie	4 160 676	2 970 776	1 189 900	28,6
Équateur	2 896 250	1 739 850	1 156 400	39,9
Guinée	2 683 300	1 220 000	1 463 300	54,5
Iran	2 890 346	1 532 346	1 358 000	47
Mali	4 247 112	3 070 612	1 176 500	27,7
Tanzanie	6 370 200	5 197 000	1 173 200	18,4
Venezuela	10 908 138	10 908 138		

Afin de renforcer l'efficacité de ces projets expérimentaux, certains arrangements de caractère bilatéral entre les pays intéressés, la Finlande, la France, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse et l'Union soviétique, ont été conclus en liaison avec l'assistance multilatérale.

L'originalité des projets pilotes

Si les projets pilotes sont différents les uns des autres, ils n'en présentent pas moins des traits communs significatifs, sur lesquels il conviendra de revenir à la lumière des expériences recueillies et de l'évaluation des résultats. Les principaux sont les suivants :

Diversification des approches suivant les milieux

L'alphabétisation traditionnelle, destinée à ceux qui n'ont pas eu la possibilité de fréquenter l'école élémentaire et considérée par conséquent comme tronc commun et point de départ, revêt généralement un caractère uniforme. Par contre, dans les projets pilotes dont la conception s'inspire des priorités du développement et des besoins en main-d'œuvre, la diversité des contenus et des méthodes est facteur de la variété des situations.

Décentralisation de l'organisation et du financement

La décentralisation de certaines entreprises d'alphabétisation (conduites par les municipalités, les firmes industrielles, les exploitations agricoles ou les coopératives) peut entraîner la décentralisation de l'organisation et du financement. En comparant le coût des opérations d'alphabétisation fonctionnelle au manque à gagner dont souffrirait l'entreprise donnée, qui ne pratiquerait pas l'alphabétisation, on est en mesure de calculer le temps nécessaire à l'amortissement des coûts de ces opérations. Aussi nombre d'entreprises ne devraient-elles pas hésiter à prendre en charge le financement de programmes d'alphabétisation dont la rentabilité peut être dûment établie.

Programmation par projet

Cette technique permet l'établissement plus réaliste des coûts parce qu'elle tient exactement compte de la façon dont la composante d'alphabétisation fonctionnelle s'incorpore dans un projet de développement et qu'elle offre la possibilité de rapporter la dépense à son objet à tous les stades du déroulement des opérations. L'emploi de cette méthode dans les projets du programme expérimental permettra d'aboutir à une présentation différenciée des coûts de l'alphabétisation selon les secteurs d'activité, les professions intéressées, les dimensions de l'entreprise et le nombre de travailleurs à former. Elle peut également contribuer à déterminer la méthode de financement la plus appropriée pour chaque catégorie de dépenses.

Caractère global des entreprises

Il n'est pas encore possible d'établir dans quelle mesure les projets expérimentaux ont tenu pratiquement compte des aspects économiques, politiques, sociaux, éducatifs, techniques, etc., qui constituent les composantes naturelles d'une activité interdisciplinaire et intersectorielle comme l'alphabétisation. Par contre, on peut dès maintenant affirmer que l'on s'est efforcé dans la préparation du programme expérimental de dépasser la corrélation artificielle ou la juxtaposition mécanique des différents éléments en vue d'aboutir à une vision globale. Dans la mesure où on y parvient, le programme permet non seulement d'expérimenter véritablement et de mesurer avec une plus grande exactitude les résultats obtenus, mais encore de concevoir et de mettre en œuvre des activités éducatives qui soient indissolublement liées à la vie de la communauté.

En résumé, les projets du programme expérimental constituent une vaste entreprise de promotion de l'alphabétisation fonctionnelle, tant du point de vue de l'expérimentation systématique qu'en ce qui concerne la démonstration. Il était légitime, dans ces conditions, que l'aide internationale intervînt pour contribuer au financement de telles activités.

Les projets expérimentaux ont également ouvert la voie à l'incorporation, dans une entreprise de développement, de la composante d'alphabétisation fonctionnelle qui s'y rattache; dans ce cas, l'aide internationale assume un rôle de stimulation, notamment lorsqu'elle se borne à apporter une assistance technique à des programmes nationaux financés sans son concours.

La coopération régionale et bilatérale

Parallèlement à l'accroissement des efforts nationaux en faveur de l'alphabétisation, on observe, depuis 1965, une intensification de la collaboration régionale ainsi que de la coopération bilatérale.

Sur le plan régional, outre les conférences qui ont été consacrées, comme il est indiqué plus haut, à l'examen des problèmes que pose la lutte contre l'analphabétisme, les efforts ont porté essentiellement sur la formation du personnel chargé de l'alphabétisation et tendu à renforcer la coopération directe entre les pays où l'analphabétisme demeure un problème majeur.

En ce qui concerne la formation du personnel d'alphabétisation, le Centre régional du développement communautaire des pays arabes (ASFEC) ainsi que les centres sous-régionaux d'Ibadan et de Nairobi ont organisé des cours destinés aux cadres moyens et supérieurs. Par ailleurs, deux cours sur la planification de l'alphabétisation se sont déroulés en 1966, l'un à Dakar sous l'égide du groupe régional de planification de l'éducation, et l'autre à Simla, en Inde, sous la responsabilité de l'Institut asien de planification et d'administration de l'éducation.

La collaboration entre pays où l'analphabétisme demeure un problème majeur a été marquée par des initiatives diverses. Les pays arabes ont nommé un commissaire chargé de coordonner les mesures prises en vue de la création d'un organisme régional pour l'alphabétisation. Cette initiative a été renforcée par la Conférence des ministres de l'éducation et des ministres chargés de la planification économique des États arabes qui s'est tenue à Tripoli du 9 au 14 avril 1966 et qui a recommandé aux États intéressés de « s'employer d'urgence à mettre en œuvre la résolution adoptée par le conseil de la Ligue des États arabes... au sujet de la création d'un fonds arabe pour la lutte contre l'analphabétisme ». Pour leur part, les pays maghrébins ont examiné, au cours d'un colloque organisé à Tunis en octobre 1965, la possibilité de se faire bénéficier mutuellement de leurs expériences et de leurs services en matière d'alphabétisation. Plusieurs pays africains ont procédé au cours de divers séminaires à l'étude des problèmes que pose la transcription des langues nationales utilisées pour l'alphabétisation : choix du vocabulaire, préparation des grammaires, élaboration de textes, etc. La similitude des objectifs et la variété des solutions adoptées rendent hautement souhaitable une intensification de cette coopération entre pays en voie de développement.

Le Congrès de Téhéran avait émis le vœu que les pays développés tiennent dûment compte dans leurs programmes d'aide bilatérale de la priorité qu'accordent à l'alphabétisation les pays en voie de développement et il convient de souligner que des efforts ont été faits dans ce sens depuis 1965.

C'est ainsi que le Canada a fourni à plusieurs pays en voie de développement une aide accrue en experts, en bourses et en matériel (livres, camions, etc.). La France, qui s'est déclarée disposée à accorder une aide financière à un projet d'alphabétisation fonctionnelle dans le cadre du programme expérimental, continue par ailleurs à apporter son aide aux programmes d'alphabétisation de plusieurs pays en voie de développement, notamment en Afrique francophone. Les Pays-Bas étudient la possibilité d'accorder une assistance technique à un

projet de radio éducative pour l'alphabétisation en Éthiopie et se proposent de mettre à la disposition des programmes d'alphabétisation des pays en voie de développement des unités mobiles d'impression dont les deux premières seront destinées à l'Indonésie et à l'Iran. L'Italie a contribué à l'organisation et au financement d'un séminaire qui s'est tenu au mois de décembre 1966 en Sardaigne à l'intention des experts internationaux et des directeurs nationaux des projets du programme expérimental; elle envisage en outre de fournir de l'équipement pour la mise en œuvre de plusieurs programmes d'alphabétisation. La République fédérale d'Allemagne a poursuivi sa collaboration aux projets de lutte contre l'analphabétisme et a apporté son aide aux programmes de plusieurs pays, notamment à ceux du Guatemala et de Madagascar. Le Royaume-Uni a manifesté, lors de la quatorzième session de la Conférence générale de l'Unesco, sa volonté d'apporter une aide de caractère bilatéral aux activités conduites dans le cadre du programme expérimental d'alphabétisation; par ailleurs, toujours dans le cadre des accords d'aide bilatérale, un grand nombre d'enseignants et de volontaires du Royaume-Uni (plus de 3 000 enseignants et 4 500 volontaires) ont été envoyés depuis 1965 dans les pays en voie de développement; nombre d'entre eux participent à temps complet ou à temps partiel à des programmes d'alphabétisation des adultes ou à des activités connexes. Les pays scandinaves ont lancé une campagne en faveur du projet d'alphabétisation fonctionnelle entrepris en Tanzanie. En outre, la Suède a envoyé à l'Afghanistan, à la Birmanie, à l'Inde, au Népal et au Pakistan pendant la période 1965-1967, 112 000 tonnes de papier destiné à la production de manuels scolaires et de matériel de lecture pour les néo-alphabètes. La Tchécoslovaquie a offert de fournir du matériel audio-visuel. L'Union soviétique a entrepris des études pour la construction des bâtiments du centre national et des centres régionaux d'alphabétisation au Mali et accordé des prêts. Les États-Unis d'Amérique ont fourni à un projet d'alphabétisation en Inde, durant la période 1965-1967, une aide directe d'une valeur de 1 039 000 dollars; ils contribuent en outre à la création et à la promotion de journaux ruraux multigraphiés dans plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique latine et ont fourni une aide de 15 560 000 dollars en 1966 et de 14 657 000 dollars en 1967 pour la production de matériel de lecture et d'autre matériel pédagogique destiné tant à l'enseignement scolaire qu'aux programmes d'éducation des adultes de plusieurs pays, notamment la Bolivie, le Costa Rica, le Libéria, le Népal, les Philippines, la Tanzanie, la République du Viêt-nam et les pays d'Amérique centrale.

Ces exemples de coopération bilatérale, qui ne représentent pas la totalité de l'aide fournie dans ce domaine, permettent d'espérer que l'alphabétisation bénéficiera, à l'avenir, d'une place plus importante dans les accords d'aide bilatérale culturelle et économique.

Essor de la solidarité internationale

Le Congrès de Téhéran a eu un grand retentissement mondial. Les principaux thèmes qui y furent exposés ont été repris par des centaines de journaux et de revues, par la radio et la télévision, ainsi que par tous les autres grands moyens d'information du monde entier, qui leur ont fait une très large place.

Les documents de travail du congrès et le rapport final ont été diffusés à une vaste échelle et publiés en de nombreuses langues : anglais, espagnol, français, italien, farsi, portugais, russe, serbo-croate, swahili.

Des personnalités éminentes, parmi lesquelles de nombreux chefs d'État, se sont prononcées en faveur de la lutte contre l'analphabétisme et ont manifesté leur désir d'appuyer l'action entreprise dans ce domaine. C'est ainsi que Sa Sainteté le pape Paul VI a affirmé dans sa lettre encyclique *Populorum Progressio*, en mars 1967, que « l'alphabétisation est un facteur primordial d'intégration sociale aussi bien que d'enrichissement personnel, pour la société un instrument privilégié de progrès économique et de développement ». Pour sa part, le président des États-Unis d'Amérique, M. Lyndon B. Johnson, a adressé au peuple des États-Unis d'Amérique, en septembre 1966, un appel l'invitant à célébrer de toutes les manières appropriées la Journée internationale de l'alphabétisation et à réaffirmer sa volonté de coopérer avec les organisations nationales et internationales, les groupements privés et les particuliers qui se consacrent à l'élimination de l'analphabétisme. De même, M. Charles Hérou, président de la République du Liban, a lancé un message réaffirmant sa foi dans le succès de la lutte des peuples contre l'analphabétisme.

Ces témoignages et ces encouragements ont été suivis d'initiatives concrètes tendant à accroître tant au plan régional qu'international, le courant de solidarité en faveur de l'action mondiale contre l'analphabétisme. L'Iran, le Mali, le Maroc et la Tunisie ont versé à l'Unesco des contributions bénévoles prélevées sur leurs budgets militaires et destinées au financement d'activités d'appoint au programme expérimental d'alphabétisation. L'Unesco a créé un compte spécial pour recevoir de telles contributions et elle a ainsi la possibilité d'intervenir en faveur d'entreprises revêtant un intérêt particulier pour la communauté internationale.

Dans la lettre qu'il a adressée au Directeur général de l'Unesco lors du versement de la contribution de son pays à l'Unesco, S. M. I. le Shahinshah d'Iran a précisé : « Certes, l'éradication sur le plan international du mal social que représente l'analphabétisme exige du temps et des ressources autrement importants que la modeste contribution de mon gouvernement. Mais d'un autre côté, il faut espérer que cette décision, qui représente pour un pays en voie de développement comme le mien un réel sacrifice, sera suivie par bien d'autres et permettra peut-être à l'Unesco de fonder une caisse spéciale pour mener à bien une des entreprises historiques les plus urgentes pour l'épanouissement économique, social et culturel de l'humanité. »

Les organisations non gouvernementales ont manifesté un intérêt croissant pour l'action entreprise en faveur de l'alphabétisation et lui ont apporté leur soutien actif. Elles ont organisé plusieurs réunions et séminaires au cours desquels ont été examinés les problèmes que posent l'alphabétisation et la formulation de

recommandations propres à les résoudre. Un groupe de travail d'organisations non gouvernementales spécialement constitué à cet effet s'est réuni à Paris le 22 mars 1966. Les syndicats, qui peuvent jouer un très grand rôle dans les campagnes d'alphabétisation en assurant le soutien actif des travailleurs, ont pris plusieurs initiatives tendant à élargir leurs activités en faveur de l'alphabétisation.

La Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a organisé une conférence mondiale sur l'éducation dans le travail et envisagé d'utiliser son fonds international de solidarité pour promouvoir l'alphabétisation. Certaines centrales des pays en voie de développement affiliées à la CISL ont déjà pris l'initiative de lancer des campagnes visant à intensifier l'alphabétisation des travailleurs. Le conseil mondial de la Confédération internationale des syndicats chrétiens a proclamé, à sa 30^e session (juillet 1966), « sa volonté de s'associer à toutes les autorités internationales et nationales pour collaborer avec elles à la campagne d'alphabétisation et à la réalisation de projets communs » et a demandé à toutes les organisations membres de la CISL de se solidariser dans la lutte pour l'élimination du fléau de l'analphabétisme et de l'ignorance.

La Fédération syndicale mondiale (FSM) a lancé un appel à toutes les organisations syndicales du monde entier en les invitant à prendre des mesures concrètes pour l'alphabétisation des travailleurs. Elle a suggéré qu'une heure de travail par jour, prise sur le temps normal de travail et rémunérée comme telle, soit légalement consacrée à l'alphabétisation.

A la demande de plusieurs organisations syndicales, la FSM a lancé à l'intention des syndicats des pays industrialisés, le mot d'ordre suivant : « Un crayon et un cahier pour chaque travailleur à alphabétiser est une forme concrète de la solidarité ouvrière internationale. »

La Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante (CMOPE) a également demandé à ses adhérents de s'attacher à mettre en relief les avantages économiques et sociaux et l'alphabétisation. A la suite de la réunion qu'il a tenue en mai 1966 à Téhéran, le Conseil international des femmes a invité ses membres, dans les pays où l'analphabétisme est pratiquement éliminé, à apporter leur aide aux conseils nationaux des femmes engagées dans la lutte contre l'analphabétisme. Plusieurs autres organisations non gouvernementales participent à des activités en faveur de l'alphabétisation : le Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale catholique, la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, la Swaziland Sabena Society, le Service civil international, le Conseil mondial pour l'éducation chrétienne, l'Association mondiale des guides et éclaireuses, etc. D'autres encore apportent à ces activités un soutien actif : l'Assemblée mondiale de la jeunesse, l'Union catholique internationale de la presse, le secrétariat général de la Conférence des femmes africaines, la Fédération démocratique internationale des femmes, l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines, etc.

La sensibilisation de l'opinion internationale aux problèmes de l'alphabétisation s'est trouvée renforcée par le développement de la coopération des diverses organisations intergouvernementales dans ce domaine. L'Organisation internationale du travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la santé, le Programme alimentaire mondial collaborent à la préparation et à l'exécution des projets pilotes du pro-

gramme expérimental (participation aux missions de planification, recrutement des experts spécialisés, etc.).

Lors d'une réunion qui s'est tenue à Paris les 6 et 7 septembre 1966, ces organisations ont mis au point les modalités d'une collaboration encore plus efficace en faveur de l'alphabétisation, à laquelle elles entendent consacrer des efforts de plus en plus importants.

De son côté, le Conseil exécutif de l'Unesco a pris des mesures tendant à intensifier l'action entreprise et à conjuguer les efforts de tous les États, institutions, organisations et mouvements intéressés — nationaux, régionaux et internationaux, gouvernementaux et non gouvernementaux — en vue d'animer et de guider une action concertée à l'échelle mondiale. Il a établi à cette fin auprès du Directeur général un comité consultatif international de liaison pour l'alphabétisation qui réunit d'éminentes personnalités capables d'apporter une contribution efficace dans l'analyse intellectuelle des problèmes techniques et dans l'étude des mesures à prendre pour favoriser l'accroissement et la diversification des ressources financières que requiert la mise en œuvre du programme expérimental mondial d'alphabétisation. La première réunion de ce comité s'est tenue à Paris du 5 au 9 juin 1967 sous la présidence de S. A. I. la princesse Achraf Pahlavi.

Afin de faire bénéficier le programme expérimental de l'intérêt et du soutien de l'opinion publique, l'Unesco a institué le prix Mohammad Reza Pahlavi qui est financé par un don généreux du gouvernement iranien et qui est destiné à récompenser chaque année une institution, une association ou une personne qui aura accompli un travail méritoire dans le domaine de l'alphabétisation. A partir de 1967, ce prix sera décerné tous les ans le 8 septembre à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation.

En effet, en application d'une recommandation du Congrès de Téhéran et s'inspirant des précédents créés dès 1966 par plusieurs gouvernements, la Conférence générale de l'Unesco a décidé à sa quatorzième session, en novembre 1966, de fixer la Journée internationale de l'alphabétisation au 8 septembre, date anniversaire de l'inauguration du Congrès de Téhéran et elle a invité les États membres à la célébrer solennellement.

La résonance que cette journée ne manquera pas d'avoir à travers le monde contribuera à renforcer l'action dans laquelle la communauté internationale s'est résolument engagée en vue d'éliminer l'analphabétisme.

Contribution de la coopération internationale

La coopération internationale opère sur un triple plan :

a) Elle permet d'élaborer des conceptions nouvelles qui ont pour effet d'infléchir les méthodes de planification et de renouveler les techniques éducatives et les méthodes de financement.

b) Elle s'est donné, avec le programme mondial d'alphabétisation qu'elle anima, un instrument original grâce auquel les conceptions nouvelles peuvent être directement mises en œuvre dans les diverses entreprises pilotes que comporte le programme.

c) Elle dispose en outre avec le programme mondial d'un banc d'essai qui lui permet de mesurer son efficacité dans la lutte contre l'analphabétisme et de l'ampleur que peut revêtir la solidarité internationale dans un domaine aussi important pour le développement de l'homme, des sociétés et de l'humanité tout entière.

Prix Mohammad Reza Pahlavi

1967

LE JURY désigné par le Directeur général pour décerner le prix Mohammad Reza Pahlavi destiné à récompenser des efforts particulièrement méritoires en faveur de l'alphabétisation des adultes,

Soulignant que la création de ce prix a été rendue possible par le don généreux de S.M.I. le Shahinshah d'Iran et que ce geste témoigne des efforts déployés tant au niveau national qu'à l'échelon international par le peuple et le gouvernement de l'Iran dans la lutte contre l'analphabétisme;

Ayant examiné avec la plus grande attention 18 candidatures soumises par 16 États membres et 2 organisations internationales non gouvernementales, et estimé que ces candidatures étaient toutes remarquables à des titres divers,

A décidé à l'unanimité de décerner le prix Mohammad Reza Pahlavi pour 1967

*Aux jeunes filles
de l'école secondaire de Tabora,
en Tanzanie,*

pour l'exemple remarquable de civisme, de solidarité humaine et d'enthousiasme agissant qu'elles ont donné en organisant bénévolement, à l'intention des adultes analphabètes, des activités d'alphabétisation et de préformation professionnelle qui sont représentatives des efforts croissants que la Tanzanie consacre à l'alphabétisation et à la promotion de sa population adulte.

LE JURY, conscient de la nécessité de récompenser, de faire connaître et d'encourager les nombreuses initiatives et activités consacrées à l'alphabétisation qui peuvent constituer une source d'inspiration et d'émulation,

A également décidé de décerner des mentions d'honneur aux personnes et institutions suivantes :

*Felix Gregorio Adam Esteves,
directeur du Bureau national
d'éducation
des adultes au Venezuela,*

pour sa contribution personnelle à l'organisation et à la mise en œuvre d'un programme national d'alphabétisation des adultes qui a permis, en huit ans, de ramener le taux de l'analphabétisme du pays de 52 % à 17 %;

*Francesco Salis,
instituteur en Sardaigne (Italie),*

qui, par son dévouement à la communauté qu'il sert depuis vingt-six ans, a permis à celle-ci d'améliorer sa situation économique et sociale et de réduire son taux d'analphabétisme de 37 % à 4,5 %.

*Direction des plans extraordinaires
d'éducation des adultes au Chili*

pour son effort systématique en vue de réduire rapidement le taux d'analphabétisme du pays et d'intégrer les programmes d'alphabétisation aux objectifs du développement national;

*Ligue marocaine
pour l'éducation de base
et la lutte contre l'analphabétisme*

pour son effort de coordination des entreprises privées et non gouvernementales qui s'est traduit par deux grandes campagnes d'alphabétisation et par un haut degré de sensibilisation de l'opinion publique;

*Conseil national de l'éducation
des adultes de Cuba*

pour l'un des efforts les plus remarquables de mobilisation populaire en faveur de l'alphabétisation ayant notamment permis de faire passer le taux d'analphabétisme du pays de 25 % à 3,9 %;

*National Literacy Campaign
Organization,
en Éthiopie,*

pour la création d'un important réseau de centres d'alphabétisation et la coordination des entreprises, organisations, communautés locales, services publics et privés dans un effort commun en faveur de l'alphabétisation.

LE JURY tient également à rendre un chaleureux hommage aux innombrables institutions et individus qui, en Afrique, dans le monde arabe, à travers le grand continent asiatique, en Amérique et en Europe, travaillent chaque jour et très souvent dans un modeste anonymat à la promotion de l'alphabétisation des adultes, qui, intégrée au développement et en liaison avec la scolarisation des enfants, constitue la tâche majeure de notre siècle.

31 août 1967

Membres du jury :

S.A.I. la princesse Achraf Pahlavi
M. Rodolfo Barón Castro
M. Mohammed El Fasi